

SUPPLÉMENT

## ÉCONOMIE

Les programmes des candidats contre le chômage

## EMPLOI

### PRÉSIDENTIELLE

Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a obtenu les 500 parrainages pour être candidat p. 9



### ARCHÉOLOGIE

Les ruines du sommet du Cerro Victoria dans les Andes sont-elles les restes d'une cité inca ? p. 27

### RAIL

L'Europe libéralise à petits pas en commençant par le fret p. 20

### UN LIVRE DE SCHULLER

L'ancien conseiller RPR des Hauts-de-Seine raconte ses souvenirs p. 10

### LES ÉOLIENNES

Plusieurs projets de construction d'aérogénérateurs. Leurs avantages p. 26

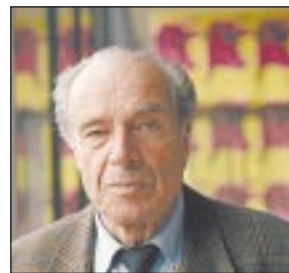
### PRESSE

Le Monde en 2001, selon l'OJD, a connu son année record de diffusion depuis sa création p. 23

International.....	2	Marchés.....	24
Union européenne.....	7	Aujourd'hui.....	26
France.....	8	Emploi-Annonces.....	26
Société.....	11	Météorologie-Jeux.....	30
Régions.....	13	Culture.....	31
Horizons.....	14	Radio-Télévision.....	35
Entrepris.....	20	Carnet.....	36
Communication.....	23	Abonnements.....	36

### ARTS

Beyeler : portrait d'un classique



ERNST BEYELER, marchand d'art et forte personnalité, a donné à sa fondation, près de Bâle, le meilleur de son goût classique pour le moderne. Lire page 14

# La France et le drame du Proche-Orient

L'armée israélienne étend ses opérations en Cisjordanie et est soupçonnée d'exactions dans Ramallah, interdite à la presse

TOUT en cherchant à museler l'information, Israël poursuivait, mardi 2 avril, son opération militaire en Cisjordanie. Après Ramallah, où Tsahal a donné l'assaut à l'immeuble des services de sécurité de l'Autorité palestinienne, d'autres villes de Cisjordanie ont été réoccupées par les chars israéliens, notamment Bethléem et Tulkarem. Yasser Arafat était toujours prisonnier dans quelques pièces de son QG. Israël a annoncé vouloir démanteler les réseaux terroristes responsables des attentats-suicides. Dans un entretien au Monde, le ministre saoudien des affaires étrangères, Saoud Al-Fayçal, dénonce la stratégie israélienne. En France, l'émotion et le sentiment de honte n'ont cessé de croître après l'incendie, ces jours derniers, de deux synagogues, à Marseille et à Lyon. Le premier ministre, Lionel Jospin, a dit mardi que les attaques antisémites étaient « aussi scandaleuses qu'inacceptables » ; le gouvernement a renforcé les effectifs policiers chargés de la protection des synagogues.



► L'opération de Tsahal dans les territoires

► En France, émotion après l'incendie de deux synagogues

► Reportages à Marseille et à Lyon

► Un millier de policiers en renfort

► Paix ou guerre : trois points de vue

Proche-Orient pages 2 à 4, France page 8, Débats pages 16 et 17 et notre éditorial page 19

## L'incendie

AU-DELÀ des bains de sang qui sont devenus le lot quotidien du Proche-Orient, au-delà du tumulte et de l'embrassement des esprits, il faut sans cesse rappeler que toute sortie de cette lutte suicidaire de l'un contre l'autre devra obéir à des principes pour nous fondamentaux : il faut deux Etats, Israël et Palestine, dont la coexistence et les frontières doivent être garanties ; tout processus de paix devra partir des acquis d'Oslo et de Camp David ; le droit international, sans cesse proclamé, devra être enfin appliqué.

Mais avant d'émettre le jugement que tout le monde, en Europe, a sur les lèvres, et que beaucoup de responsables mondiaux, en demandant à l'ONU le retrait d'Israël de Ramallah, ont déjà prononcé, gardons-nous d'oublier que Sharon est, et reste, le choix d'Arafat. Yasser Arafat en effet, en septembre 2000, a choisi de refuser la paix qui lui était proposée par la gauche israélienne et garantie par le président Clinton ; il a alors refusé de s'engager sur une voie qui dessinait deux Etats, deux et non une confédération ou tout autre forme susceptible d'absorber Israël.

J.-M. C.

Lire la suite page 19

## Les nouvelles dimensions de l'affaire Falcone

L'AFFAIRE Falcone ne porte plus seulement sur les années 1993 et 1994. Les dernières découvertes des enquêteurs montrent que le trafic d'armes vers l'Angola s'est poursuivi au moins jusqu'à l'été 2000, soit au moment du déclenchement de l'enquête qui a valu à l'homme d'affaires Pierre-Joseph Falcone (photo) de passer un an en détention provisoire et à son associé, Arcadi Gaydamak, réfugié en Israël, d'être visé par un mandat d'arrêt international.

Les nouveaux éléments rassemblés ont conduit les juges Philippe Courroye et Isabelle Prévost-Des-



ALFRED JOCKSAN/AFP

prez, chargés du dossier, à mettre une seconde fois en examen M. Falcone pour « commerce d'armes illicite », mercredi 27 mars. Sur la foi de documents qu'ils ont saisis en 2001, les enquêteurs semblent convaincus qu'à partir de 1997 la société Vast Impex a succédé à ZTS Ozos afin d'alimenter l'Angola en matériel militaire. Plusieurs lettres adressées en 1999 et 2000 par des responsables angolais à M. Falcone font explicitement allusion à l'approvisionnement de l'Angola par Vast Impex en armes de guerre lourdes pour au moins 100 millions de dollars.

Les juges enquêtent aussi sur le réseau d'une dizaine de sociétés intervenues dans le règlement de la dette de l'Angola à la Russie entre 1996 et 2000. Le ministère des finances russe devait recevoir 773 millions de dollars : il n'en a perçu que 161. Le reste aurait été détourné. MM. Gaydamak et Falcone contestent ces accusations. Le président angolais, José Eduardo dos Santos pourrait être impliqué dans cette affaire. Un compte qui lui était destiné a été alimenté par des versements de M. Falcone.

Lire page 11

## A Nanterre, rose blanche sur les genoux, elles disent adieu aux victimes

RACHEL et Suzanne sont arrivées de bonne heure, c'est plus sûr. C'est pas qu'elles viennent de loin, Rachel habite en face, à côté du stade Gabriel-Péri, où 10 000 personnes, au bas mot, étaient attendues, mardi 2 avril, pour un hommage solennel aux huit victimes tuées il y a une semaine au conseil municipal de Nanterre. Les deux vieilles dames se sont assises, avec une copine, au premier rang, un peu encombrées de la rose blanche qu'on leur a distribuée.

Rachel a mis du rouge à lèvres et vérifie d'une main sa permanente. Elle connaissait bien quatre des victimes. Quatre camarades. « Je me réveille la nuit, j'ai l'impression de les voir défiler devant moi, soupire la vieille dame. Christian Bouthier, toujours souriant. Et Valérie ! Valérie Méot avait un rire, si vous saviez, personne ne riait comme ça, personne ne riait aussi bien. » Dans les gradins, derrière l'estrade tricolore, une foule en costumes sombres s'est stratégiquement répartie dès l'aube dans les tribunes : la police, première sur les lieux. Discrète,

en dehors de la pastille de couleur au revers du veston, pour différencier les équipes. « Vous laissez les gens s'installer derrière les chaises, résume le directeur départemental de la sécurité publique, mais vous noyantez, hein ! » Deux hélicoptères brassent l'air au-dessus du stade, les commandos du RAID vérifient leur équipement.

Suzanne rêve. « Je connaissais tout le monde, sourit la dame. Vous pensez, je suis à Nanterre depuis 1943. Les bidonvilles, je les ai vus s'installer, je les ai vus brûler ensuite. On dit tellement de choses sur Nanterre. » De mauvaises choses, pour elle. « Mai 68, la banlieue. Les gens nous méprisent. J'en connais qui ne veulent pas dire qu'ils sont de Nanterre. » D'autres ne sont pas près de l'oublier. René Meunier, 79 ans, le regard clair, la mâchoire carrée, communiste de père en fils, revendique hautement sa qualité de « Nanterrien de pure souche », même s'il habite maintenant dans l'Indre. « Mon père était conseiller municipal communiste, élu à la Libération.

Mon frère a été fusillé par les Allemands. Ma sœur a été élue communiste de Nanterre. » Le frère s'est fait fusiller pour avoir hissé un peu trop tôt, en 1944, le drapeau tricolore à la caserne des pompiers. Yvonne, sa sœur, est assise à côté. C'est loin tout ça. Elle ne sait plus trop quand elle a été élue, en 1953, quelque chose comme ça. Mais elle est là, sa rose sur les genoux, « par solidarité ».

Les professeurs de l'école de musique ont installé leur orchestre devant les fauteuils des familles, les photographes négocient un angle de vue, la foule arrive par petites rivières, qui remplissent doucement le stade, avec cette démarche grave qu'on réserve aux enterrements. « Ça va être dur », constate Rachel. « C'est sûr. Et il va y avoir des larmes », répond Suzanne.

Franck Johannès

Lire nos autres informations page 13

### CINÉMA

## Godard, fou du Roi Lear



KING LEAR, film inédit de Jean-Luc Godard, réalisé après un contrat passé en 1985 avec le producteur américain Menahem Golan, sort enfin en salle. Avec Peter Sellers (photo), Woody Allen et Leos Carax, stars invitées aux côtés du réalisateur.

Lire page 31

### ANALYSE

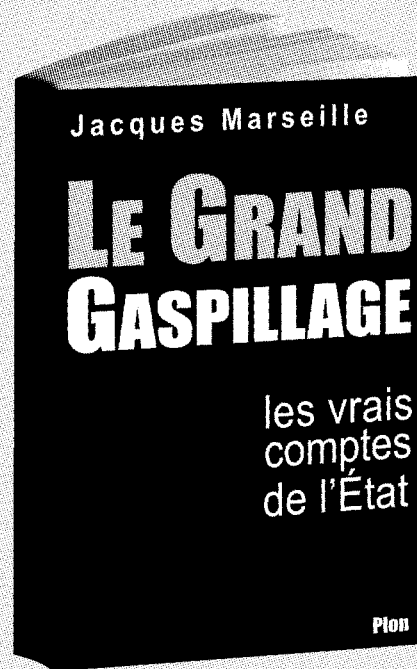
## Un désastre diplomatique américain

L'AFFAIRE EST ENTENDUE, hélas : ni Ariel Sharon ni Yasser Arafat ne seront jamais capables de faire la paix. Le vice-président américain a eu le mot juste la semaine dernière quand il observait : « Laissez à eux-mêmes, les Israéliens et les Palestiniens se montrent incapables de résoudre leur conflit. » Richard Cheney n'avait pas tort non plus en ajoutant que, pour mettre un terme à ce conflit, « il n'y a personne d'autre que nous » - les Etats-Unis. Le problème avec cette tardive et sage observation, formulée au lendemain d'une tournée dans la région, c'est que l'administration Bush s'est attachée, depuis son entrée en

fonctions il y a plus d'un an, à ne pas faire la paix au Proche-Orient. Avec toute la distance d'un homme en vacances au Texas, le président George W. Bush incrimine le terrorisme, et seulement le terrorisme, pour expliquer le désastre en cours dans la région. Il pêche par lourde omission. Le drame des attentats du 11 septembre, contre New York et Washington, conduit les dirigeants américains à tout analyser à l'aune de la priorité qu'ils accordent à la lutte contre le terrorisme.

Alain Frachon

Lire la suite page 19



## Avant d'aller voter, lisez ce livre

« Si celui-là ne convainc pas les candidats à la présidentielle, qui les convaincra ? » Laurence Chavane, Le Figaro

« Il est salutaire de protester lorsque le niveau de dépenses improductives touche à l'inacceptable ! » Yves Mamou, Le Monde

276 pages - 19 €

Plon



# L'armée israélienne frappe davantage l'Autorité palestinienne que le Hamas

Des membres du gouvernement veulent évincer Yasser Arafat au profit du mouvement islamique



**RAMALLAH**  
Les corps de quatre Palestiniens gisent dans une banque de la ville, samedi 30 mars. Selon le Croissant-Rouge, ils auraient été tués d'une balle dans la tête.



MAGNUS JOHANSSON/REUTERS



**BEIT-JALA**  
Un soldat israélien empêche un cameraman de filmer une manifestation de militants pacifistes, lundi 1<sup>er</sup> avril, près de Bethleem (ci-dessus).

**JÉRUSALEM**  
Des policiers armés escortent un militant pacifiste étranger expulsé, lundi 1<sup>er</sup> avril, à la sortie de son hôtel, pour le conduire à l'aéroport.

REUTERS

## JÉRUSALEM

de notre correspondant  
Le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a été qualifié, dimanche soir 31 mars, par le premier ministre israélien, Ariel Sharon, d'unique responsable de la vague de terreur qui frappe les citoyens israéliens dans les territoires occupés comme en Israël. Du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) pourtant responsable des derniers bains de sang de Nétanya et de Haïfa, il n'a en revanche pas été question.

Compte tenu des succès considérables enregistrés par les services de sécurité israéliens en la matière – assurés au début de l'année être capable de faire échec à environ 80 % des tentatives d'attentats –, il faut sans doute examiner avec prudence le « timing » des opérations entreprises par le Hamas depuis le début de l'Intifada. Trop de variables entrent en jeu pour qu'une opération puisse répondre instantanément à une décision militaire ou politique. Il n'empêche : les attentats perpétrés à Jérusalem-Ouest, à la pizzeria Sbarro, en août 2001, rue Ben-Yéhouda, en décembre de la même année, et dernièrement à Netanya, le 27 mars, ont à chaque fois entraîné des représailles qui ont frappé uniquement l'Autorité palestinienne.

En août, le massacre de la pizzeria a eu pour conséquence politique la fermeture du siège officiel de l'OLP à Jérusalem, la Maison de l'Orient, qui constituait depuis des années une source constante d'irritation pour les autorités israéliennes. Alors premier ministre, Benjamin Nétanyahou avait exprimé à de multiples reprises son désir de fermer l'élégante bâtisse ottomane qui servait de vitrine internationale à la cause palestinienne grâce à l'entre-

gent de son directeur, Fayçal Hussein. Mais M. Nétanyahou n'avait jamais osé. Même si la mort brutale du patricien palestinien, quelques mois auparavant, a sans doute facilité la tâche de M. Sharon, ce dernier a fait preuve à cette occasion d'un grand sens tactique. En février, la reconduction pour six mois de la fermeture de la Maison de l'Orient est passée totalement inaperçue. L'attentat de décembre a été encore plus coûteux pour le chef de l'Autorité palestinienne : il a signifié sa

tains de ses responsables militaires que le Hamas a organisé les opérations d'août et de décembre contre les civils israéliens. En revanche, l'aile politique du mouvement islamique n'a pas subi de coups directs de la part de l'armée israélienne. Pas plus que ses institutions. C'est à chaque fois l'Autorité palestinienne qui a été sommée par les Israéliens, sous la pression des Etats-Unis et de l'Union européenne, de prendre des mesures coercitives à son encontre. Le placement en résidence sur-

notamment en octobre 1994, puis en février et mars 1996, pour répondre à des vagues d'attentats. A chaque fois, la police de l'Autorité et la Sécurité préventive s'étaient retrouvées en première ligne pour réprimer les mouvements islamiques. Le quartier général de la police à Gaza a subi de nombreux bombardements israéliens avant des frappes plus massives décidées au début du mois de mars. Le chef de la sécurité préventive pour Gaza, Mohamed Dahlan, est aujourd'hui assiégé par l'armée israélienne avec son homologue pour la Cisjordanie, Jibril Rajoub, à Ramallah. Dans quel état seront les services de sécurité palestiniens à la fin de l'opération israélienne « Mur de protection » ?

Mouvement pragmatique, le Hamas, même s'il se garde bien de le reconnaître, est aujourd'hui dans une posture confortable. Les derniers attentats ont redoré son blason, terni par la popularité des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, proches du Fatah, tout en faisant miroiter la perspective d'une éviction de son vieux rival, M. Arafat. Le mouvement islamique partage en fait ce dernier objectif avec le gouvernement israélien. Certains de ses membres, dont le ministre de l'économie, Silvan Shalom, ne cachent pas depuis longtemps tout le bénéfice qu'Israël pourrait retirer d'un glissement du leadership palestinien des mains de M. Arafat vers celles du Hamas. Même s'il est souvent critiqué, M. Arafat reste un symbole pour une partie de l'opinion internationale. En revanche, nul pacifiste occidental ne se précipitera sans doute jamais auprès du cheikh Yassine pour faire un rempart de son corps contre une offensive israélienne.

G. P.

## M. Rumsfeld dénonce les attentats-suicides

Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a dénoncé, lundi 1<sup>er</sup> avril, « la culture du meurtre politique et de l'attentat-suicide » entretenue, selon lui, par des Etats comme l'Irak, l'Iran ou la Syrie. « Les meurtriers ne sont pas des martyrs ; viser des civils est immoral, quelle que soit la raison. Les terroristes ont déclaré la guerre à la civilisation, et des Etats comme l'Irak, l'Iran et la Syrie inspirent et financent cette culture du meurtre politique et de l'attentat-suicide », a déclaré le chef du Pentagone.

M. Rumsfeld a affirmé que l'Irak offrait des récompenses aux familles des kamikazes morts dans les attentats. « Ils encouragent les gens à devenir des kamikazes ; j'ai entendu parler de 10 000 dollars par famille », a-t-il dit. « Il est évident que les Iraniens travaillent avec les Syriens et envoient des types à Damas, puis à Beyrouth (...) qui sont ensuite envoyés dans le sud du Liban, d'où ils peuvent mener des attaques terroristes », a ajouté Donald Rumsfeld. — (Reuters.)

réclusion à Ramallah dont il n'est jamais sorti depuis. Quant à la Pâque sanglante de Nétanya, qui a suscité le plus d'indignation et de dégoût dans la société israélienne, compte tenu du caractère sacré de cette fête religieuse et familiale, M. Arafat est en train d'en payer le prix.

Certes, le Hamas – ou plutôt son aile militaire, les Brigades Ezzedine al-Qassam – a été frappé à de très nombreuses reprises par l'armée israélienne qui a multiplié les assassinats d'activistes tout au long du soulèvement palestinien. C'est d'ailleurs pour venger la mort de cer-

veillée du chef spirituel du Hamas, le cheikh Ahmed Yassine, puis celui de Abdel Aziz Al-Rantissi, ont d'ailleurs dégénéré en affrontements armés entre Palestiniens, en décembre 2001, avant que le Hamas ne se résigne à une trêve, convaincu de la détermination de M. Arafat, qui avait ordonné solennellement la fin des opérations armées. Trois semaines de calme s'étaient ensuivies qui n'ont pas été mises à profit pour sortir de l'impasse.

Depuis ses débuts, l'Autorité palestinienne a affronté à de nombreuses reprises le Hamas et le Jihad islamique, bien moins puissant,

## George Bush : M. Arafat est toujours en « position de commandement »

### WASHINGTON

de notre correspondant  
Critiqué pour avoir paru calquer la politique des Etats-Unis sur celle du gouvernement d'Ariel Sharon, George W. Bush a rétabli un peu de distance, lundi 1<sup>er</sup> avril, en rappelant au premier ministre israélien qu'il faut « garder ouvert un chemin vers la paix ». Israël doit se protéger, mais, en même temps, conserver « la capacité de parvenir à une solution pacifique », a déclaré M. Bush, à la Maison Blanche, en réponse aux questions des journalistes. Il a expliqué que le chemin vers la paix passe par les propositions du directeur de la CIA, George Tenet, destinées à prévenir les attentats, et par le plan Mitchell, qui reprend les grandes lignes des solutions mises en avant par Bill Clinton en décembre 2000.

En même temps qu'elle se différencie de la ligne de conduite adoptée par M. Sharon, l'administration américaine maintient sa position au sujet de Yasser Arafat. « J'aimerais voir le président Arafat dénoncer les activités terroristes », a déclaré M. Bush, ajoutant que « le monde libre, le monde civilisé, doit unir ses

forces pour arrêter ce type d'activité ». Un peu plus tard, le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, a explicité le propos de M. Bush en indiquant que, le 27 mars, « des progrès significatifs avaient été faits » vers un cessez-le-feu, avant que, le soir, l'attentat de Nétanya ne détruise un accord qui paraissait à portée de main.

### PROPOS DIFFÉRENTS

Aux yeux de M. Bush, a expliqué son porte-parole, « le président Arafat continue à [incarner] l'Autorité palestinienne, à parler en son nom et à occuper une position de commande-

ment et de contrôle ». Les Etats-Unis refusent donc toujours de le considérer comme « hors jeu », selon la formule de M. Sharon. M. Fleischer a même précisé que, pour M. Bush, « le chemin de la paix passe par le président Arafat » et que la situation est donc, ici, très différente de ce qu'elle était en Afghanistan. L'Autorité palestinienne et M. Arafat ne peuvent pas être considérés comme terroristes, à la différence des talibans protecteurs d'Al-Qaïda, et M. Sharon ne peut donc se réclamer de la doctrine Bush pour justifier les actions qu'il a engagées contre le dirigeant palestinien.

## Lionel Jospin contre Ariel Sharon

Dans un entretien au quotidien *Libération* du 2 avril, portant sur son programme de politique étrangère, Lionel Jospin estime que « contenir Arafat dans un réduit, faire courir des risques à sa vie, frapper sa police et son administration, c'est interdire au président de l'Autorité palestinienne de peser sur son camp alors même qu'on lui demande de le faire ». Le premier ministre-candidat condamne les « effroyables attentats-suicides » qui « provoquent inévitablement des répliques de plus en plus brutales du gouvernement israélien : ils sont même faits pour cela ».

« Il ne peut y avoir d'issue que si l'on recherche à nouveau une solution politique », ajoute M. Jospin. « Le gouvernement Sharon ne prend pas ce chemin, et il n'y a jamais eu autant de morts israéliens depuis que sa politique est appliquée (...) Je souhaite que soit préparé un changement de politique ».

Patrick Jarreau

## « A 13 ans, elle veut se faire exploser », raconte un psychologue palestinien

### BEIT-HANINA

de notre envoyée spéciale  
Moussa Najib n'est pas rentré chez lui depuis deux jours. Au cas où. « Depuis l'occupation de Ramallah par l'armée israélienne, nous avons ouvert une ligne d'urgence accessible 24 heures sur 24 », explique ce jeune psychologue du Centre palestinien d'aide psychologique de Beit-Hanina, une localité palestinienne sous contrôle israélien qui s'étire sur plusieurs kilomètres entre Jérusalem et Ramallah, en Cisjordanie.

Nuit et jour, il tente d'apaiser l'angoisse des familles assiégées depuis le 29 mars. « Des mères nous appellent quand elles ne savent plus comment gérer les peurs de leurs enfants ou leur propre détresse », témoigne M. Najib. Entre 50 et 80 coups de téléphone rythment depuis vendredi le quotidien de la dizaine de psychologues que compte le centre. « Nous conseillons aux parents de parler avec leurs enfants, de répondre à leurs questions et de les câliner : le contact physique est très important lorsque la tension est forte. Les plus jeunes doivent aussi éviter de trop regarder les informations à la télévision », poursuit

le psychologue, formé aux Etats-Unis. Le traumatisme provoqué par les images du petit Mohammed, à Gaza, mourant sous les balles dans les bras de son père, au début de l'Intifada, est encore profond chez beaucoup d'enfants palestiniens.

### PROFOND TRAUMATISME

L'actuelle invasion militaire israélienne réveille des phobies chez les enfants, obsédés par « ce qui pourrait arriver à leur père ou à leur mère ». « Le fait que les soldats israéliens entrent sans ménagement dans les maisons, arrêtent des hommes sous les yeux des enfants constitue un profond traumatisme. Ils en déduisent à juste titre qu'ils ne sont plus en sécurité nulle part, pas même dans leur propre chambre », s'indigne calmement le psychologue.

Cet ancien activiste de la première Intifada, qui à plusieurs reprises a connu les prisons israéliennes, s'avoue inquiet pour cette génération d'enfants. « Ils ont tous été témoins du comportement des soldats israéliens aux check-points, des humiliations ; certains ont vu leur père emprisonné, leur mère

battue, leur frère tué. J'ai parlé il y a quelques semaines avec une fillette de 13 ans qui a assisté à l'explosion d'une voiture touchée par un missile israélien et dans laquelle ont péri une mère et ses enfants. Elle a réalisé que la vie pouvait s'arrêter, comme ça, d'un coup. Quand je lui ai demandé comment elle voyait son avenir, elle m'a répondu qu'elle voulait se faire exploser. »

Aux yeux d'enfants de plus en plus nombreux, les kamikazes et les « combattants de la liberté » s'imposent comme des modèles, constate, amer, le psychologue : « L'occupation israélienne fait grandir les enfants trop vite. Ils rêvent tous de se réveiller un jour sans soldats israéliens devant leur porte. »

Ce lundi soir 1<sup>er</sup> avril, Moussa Najib va rentrer chez lui par les chemins de traverse. Son village de Cisjordanie est à dix minutes de son bureau. Ces jours-ci, il lui faut plus d'une heure pour se frayer une route par la montagne en évitant les points de contrôle israéliens. Mais mardi matin, il sera de nouveau devant son téléphone. Au cas où.

Stéphanie Le Bars

L'accélérateur du savoir

# Science & Vie

## Les ordinateurs fous nous transportent au delà du réel.

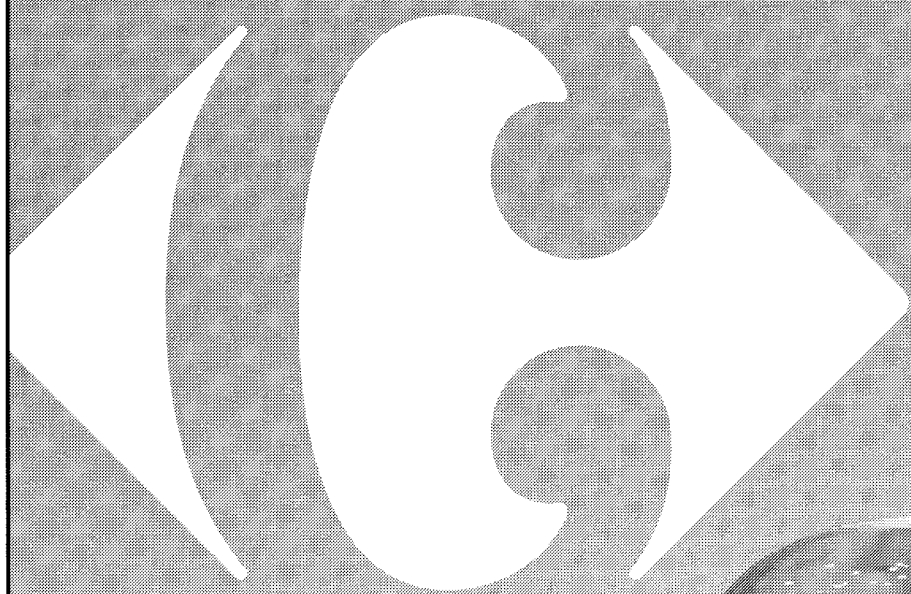
Un voyage au pays extraordinaire des futures interfaces homme-machine.

Et aussi

- Galiléo
- Les enjeux du GPS européen
- Énergie
- Le gaz au secours du pétrole
- Astronomie
- Le retour sur la Lune

En vente chez votre marchand de journaux





## Chez Carrefour nos prix sont gelés jusqu'à l'été

En effet, les prix de plusieurs milliers de produits de la marque Carrefour et des 1<sup>er</sup> prix alimentaires et non alimentaires restent bloqués dans l'ensemble de nos magasins et ce, jusqu'en juin 2002.

Encore une preuve que notre principale satisfaction est le respect du consommateur.

**Avec Carrefour  je positive !**

[www.carrefour.fr](http://www.carrefour.fr)



# L'opposition moldave rêve d'après-communisme et d'Europe

Depuis deux mois et demi, les manifestations se multiplient contre le président Voronine et les autorités de Chisinau, alors que le pays est en faillite et que l'un des leaders de la contestation a disparu depuis le 21 mars

## CHISINAU

de notre envoyé spécial

Debout, immobile dans la foule qui a envahi le boulevard Etienne-Légrand - les Champs-Élysées de Chisinau, la capitale moldave -, Natalia Cubreacov semble au bord du gouffre. Son mari, Vlad Cubreacov, vice-président du Parti populaire chrétien-démocrate de Moldavie et l'un des principaux opposants aux communistes au pouvoir, a disparu dans la soirée du 21 mars. Kidnapping, vendetta politique, attentat de la mafia moldave ?

Dimanche 31 mars, plusieurs dizaines de milliers de Moldaves roumanophones ont assiégé le centre-ville de Chisinau pour demander le départ des autorités communistes et du président Vladimir Voronine. Après deux mois et demi de manifestations, la mobilisation ne semble pas s'essouffler. Trois mille personnes ont ensuite passé la nuit de dimanche à lundi sur la place centrale de Chisinau, où des tentes ont été dressées, assurant que leur rassemblement se poursuivra jusqu'à la chute du régime.

La Moldavie, pays grand comme la Belgique, enclavée entre la Roumanie et l'Ukraine, est au bord de l'explosion sociale. Sur les quatre millions de Moldaves, deux tiers sont d'origine roumaine, un tiers d'origine russe ou ukrainienne. Territoire appartenant à la Roumanie, la Moldavie a été englobée par l'Union soviétique après la deuxième guerre mondiale. En 1991, après l'effondrement de l'URSS, l'ex-république soviétique est devenue indépendante. Mais les mafias locales ont pris de vitesse une classe politique émergente qui n'a pas su éviter la faillite économique. Déçus, plongés dans la confusion après une transition chaotique vers l'économie de marché, les Moldaves ont porté au pouvoir, aux élections de février 2001, un Parti communiste obsolète qui détient 71 des 101 sièges du Parlement. Son programme se résume à un retour aux valeurs de l'époque



TUDOR IOVU/AFIP

soviétique et à un resserrement des liens avec Moscou.

Depuis deux mois et demi, l'opposition de centre droit réclame la démission des communistes. Les slogans se diversifient d'un jour à l'autre : « Non à la russification ! », « A bas le communisme ! », « Nous voulons l'Europe ! », « Schengen, Schengen ! » Les manifestations ont redoublé d'intensité depuis la disparition suspecte du leader de l'opposition, Vlad Cubreacov. « Nous menons une enquête pour le retrouver », affirme le commissaire de police Constantin Clipa. « C'est une page de l'apocalypse que nous vivons ici, s'insurge Natalia Cubreacov. Ma famille paie le prix pour cette liberté qu'on attend depuis si longtemps. »

## PRESSIION MIGRATOIRE

Dimanche, sur une tribune, face aux manifestants, Katiana Spinu, 16 ans, a agité le drapeau étoilé de l'Union européenne. « Nous voulons entrer en Europe, explique-t-elle. Le rapprochement avec Moscou nous ramène au point de départ. » Un avis que partagent les manifestants, dont la plupart sont

lycéens, et qui s'étaient mobilisés en février contre la réintroduction de l'enseignement obligatoire du russe dans les écoles, mesure finalement abandonnée par le gouvernement. « Notre unique chance est d'informer la population à la campagne, lance Ion Cociug, 18 ans. La télévision et la radio publique ont

fait de la désinformation une politique d'Etat. » Avec un salaire moyen de 30 euros par mois, les Moldaves subissent toutes les pénuries. L'opposition prône la réunification avec la Roumanie. Mais Bucarest, qui veut intégrer l'OTAN à l'automne, essaie d'éviter tout conflit. Pourtant, l'émigration des

Plusieurs milliers d'opposants ont poursuivi lundi leur manifestation pour réclamer la démission du président communiste Vladimir Voronine et du gouvernement. A gauche, une femme brandit une pancarte : « Nous ne sommes pas contre la Russie, mais contre le communisme russe ».

Moldaves pose des problèmes aussi bien à la Roumanie qu'à l'Europe. Environ un million de Moldaves seraient partis travailler dans les pays européens, le plus souvent clandestinement. C'est d'ailleurs avec l'argent qu'ils envoient chez eux que le pays tourne encore. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont fermé le robinet des financements.

Pire encore, l'absence d'un accord avec le FMI a bloqué les programmes d'aide humanitaire financés par l'Union européenne. « L'arrêt de l'aide humanitaire est une catastrophe pour la Moldavie, affirme Antoine Lambroschini, administrateur de Pharmaciens sans frontières. Nous sommes obligés de plier bagages et notre départ signifie l'absence de soins de base pour environ 90 % des enfants moldaves. » Si les communistes quittaient le pouvoir, ce qui est pour l'instant inconcevable, l'opposition ne semble pas encore mûre pour gouverner. A terme, la crise moldave risque de déstabiliser la Roumanie et de créer une énorme pression migratoire en direction de l'Ouest.

Mirel Bran

## ÉCHOS

■ ENQUÊTE : L'Office de lutte anti-fraude (OLAF) a décidé d'ouvrir une enquête sur les dossiers de la construction des bâtiments du Parlement européen à Bruxelles et à Strasbourg. L'Office s'intéresse aussi à d'éventuelles irrégularités dans la rénovation du Berlaymont, un chantier qui suscite de nombreuses polémiques en Belgique. Selon deux sénateurs belges, le coût total de cette rénovation pourrait atteindre 1,25 milliard d'euros. Ces diverses actions feraient suite à des révélations du fonctionnaire néerlandais Paul Van Buitenen, auteur des indiscrétions qui avaient entraîné la chute de la Commission Santer en 1999.

■ TURQUIE : le ministre turc des affaires étrangères, Ismail Cem, a souhaité pouvoir commencer les discussions en vue de l'adhésion de son pays à l'UE d'ici à la fin de l'année, lors du sommet européen de Copenhague en décembre, dans une interview sur la chaîne de télévision CNN-Turk, dimanche 31 mars. La Turquie, candidate pour intégrer l'UE depuis 1999, est le seul pays sur les 13 candidats qui n'a pas encore accompli les réformes requises pour ouvrir les discussions d'adhésion avec Bruxelles. Ankara a entrepris une série de réformes visant à élargir les libertés fondamentales, mais celles-ci ont été largement critiquées, en Europe comme en Turquie, pour leur insuffisance.

## TRANSPORT MARITIME

# VOTEZ POUR LE MODE DE TRANSPORT LE PLUS ÉCONOMIQUE ET LE PLUS SÛR AU MONDE

80% des échanges internationaux sont assurés par le transport maritime. C'est le mode de transport le plus utilisé, le plus sûr et le plus écologique. Il est essentiel et vital pour le développement économique et l'indépendance nationale. Il désengorge les routes et offre une alternative à développer pour la sécurité et l'environnement. Le transport maritime propose des emplois formateurs, diversifiés et internationaux.

Armateurs de France

www.armateursdefrance.org

## John Monks, syndicaliste anglais, commence une carrière européenne

### LONDRES

de notre correspondant

Voici un homme qui risque de manquer beaucoup à Tony Blair. Patron des syndicats britanniques

### ■ PORTRAIT

Son principal titre de gloire est la reconnaissance légale du salaire minimum

depuis neuf ans, John Monks a décidé de quitter son poste et de commencer une carrière européenne. Il brigue, avec les meilleures chances de réussite, la succession de l'Italien Emilio Gabaglio à la tête de la Confédération européenne des syndicats, qui regroupe 74 syndicats représentant 34 pays. Cette élection aura lieu à l'automne 2003.

John Monks est un homme du sérail. Membre de la Confédération des syndicats britanniques (TUC) depuis 1969, il en devient le secrétaire général en 1993. Il a vécu, à des postes de responsabilité, les sombres années syndicales du thatcherisme. Il a tiré les leçons de la mise au pas des organisations ouvrières, et de l'hémorragie de leurs effectifs, qui alla de pair avec le déclin de l'industrie. Situé plutôt à droite de l'éventail syndical, il s'est efforcé de moderniser et de revigorer un mouvement convalescent.

Ses convictions et son souci de nouer un véritable « partenariat social » entre le pouvoir et les syndicats en firent d'emblée un allié précieux de Tony Blair, lorsque celui-ci devint premier ministre en 1997. Son principal titre de gloire est d'avoir obtenu la reconnaissance légale du salaire minimum. En outre, sous son règne, les effectifs syndicaux ont, pour la première fois depuis longtemps, recommencé à progresser légèrement.

Depuis la réélection d'une majorité travailliste en juin dernier, les relations entre John Monks et Tony Blair sont moins sereines. Le leader syndical n'apprécie guère la fascination que les milieux d'affaires exercent sur le premier ministre. Il ne croit pas à l'inéluctable supériorité du secteur privé sur le secteur public. Il a critiqué le chef du gouvernement lorsque ce dernier dénonça les syndicalistes « naufrageurs », jugeant ce vocabulaire « infantile ». Last but not least, en plein sommet de Barcelone, John Monks a qualifié de « totalement stupide » l'alliance nouée par Tony Blair, au nom du libéralisme, avec un Silvio Berlusconi engagé dans une épreuve de force avec les syndicats italiens.

## L'ADHÉSION À L'EURO

De là à voir dans la décision de John Monks le signe d'un réel désenchantement envers le New Labour, il n'y a qu'un pas, franchi par de nombreux commentateurs. L'intéressé a démenti avec une apparente sincérité, assurant que l'élection de Tony Blair avait été la « meilleure chose survenue aux travailleurs et aux syndicats ». Il a surtout invoqué la « nouvelle chance » qui s'offre à lui. Pro-européen convaincu, John Monks souhaite que le référendum sur l'adhésion à l'euro ait lieu en Grande-Bretagne dès l'an prochain. Il vante les bienfaits du « chapitre social » européen (temps de travail, droits des travailleurs temporaires).

Il reste que Tony Blair perdra un partenaire de choix en une période où les difficultés de plusieurs services publics, notamment la Poste ou les chemins de fer, laissent présager une extension des conflits sociaux. Pourra-t-il nouer la même relation de confiance avec celui qu'on présente déjà comme le futur patron des syndicats, Brendan Barber, actuel bras droit de John Monks ?

Jean-Pierre Langellier







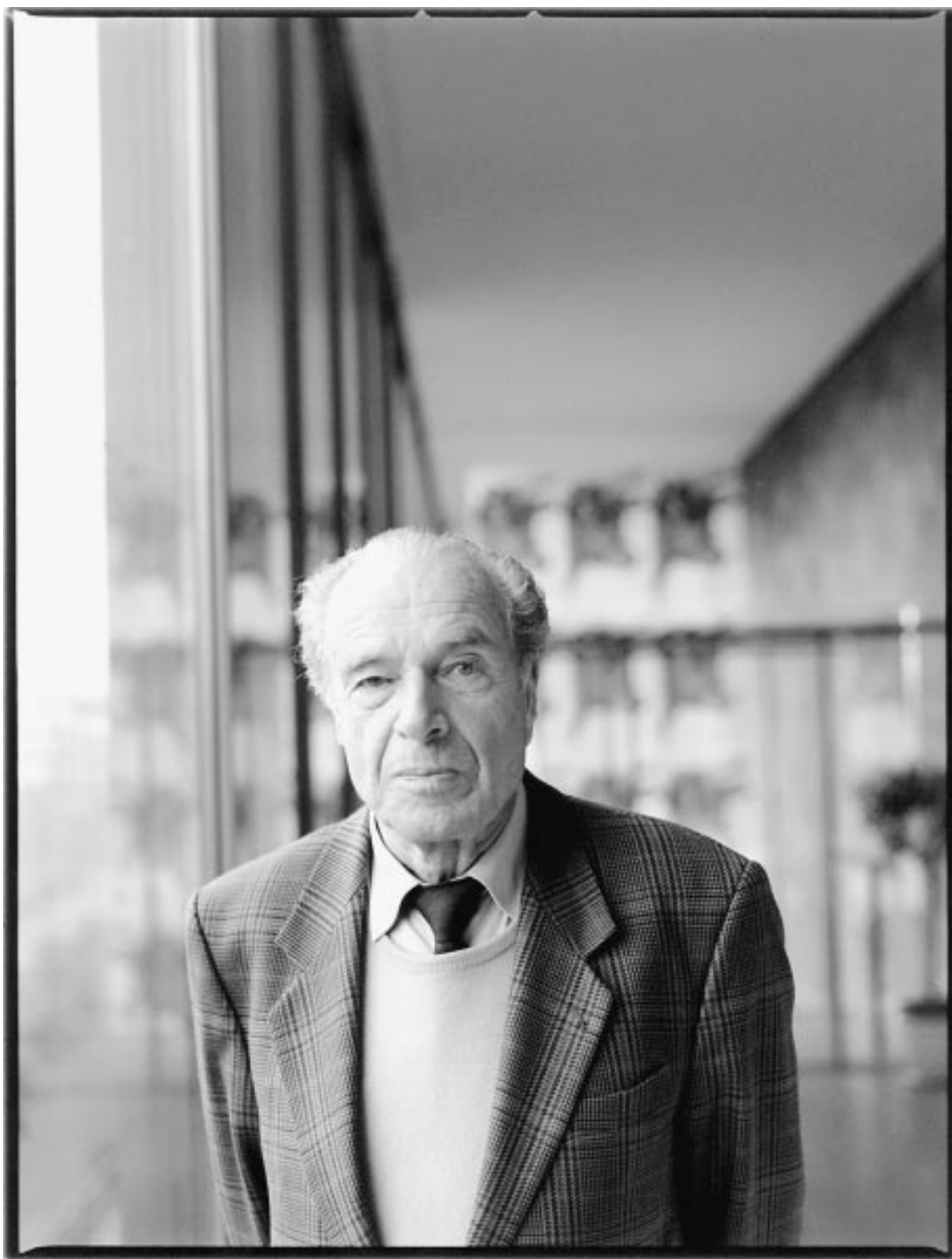








**Il a connu Picasso, De Kooning et tant d'autres. Le galeriste Ernst Beyeler a créé en 1997 une fondation, à Bâle, pour abriter les chefs-d'œuvre qu'il s'était refusé à vendre, des « classiques » du XX<sup>e</sup> siècle**



FÉLIX VON MURALT/LOOKAT

Ernst Beyeler, photographié au Beyeler Museum, en 2001.

# ERNST BEYELER

## L'ŒIL ABSOLU

**D**E haute taille, très mince, délicat, réservé, Ernst Beyeler pourrait sembler un octogénaire un peu fragile – il est né le 18 septembre 1921.

Mais ce grand marchand d'art, aujourd'hui à la tête de la fondation suisse qui porte son nom – où a lieu, du 28 mars au 4 août, une nouvelle exposition, « Claude Monet... jusqu'à l'impressionnisme numérique » –, a concentré toute son énergie, sa détermination, dans son regard clair et sa voix posée. Il suffit de l'entendre dire « Quand j'étais criblé de dettes, mes amis me demandaient comment je pouvais dormir, et je répondais "Je me tourne de l'autre côté" » pour savoir qu'il est inflexible et qu'il a toujours su où il allait – du moins où il ne voulait absolument pas aller.

Comment ce Bâlois de naissance est-il arrivé dans ce lieu assez magique, tout près de Bâle, à Riehen, la Fondation Beyeler, construite par Renzo Piano, ouverte en 1997 (*Le Monde* du 21 octobre 1997) et abritant un ensemble d'œuvres d'art qu'on pourrait définir comme « la collection d'un homme du XX<sup>e</sup> siècle aux goûts classiques » ? « C'est une longue histoire, annonce-t-il, mais, avant tout, j'avoue que je me reconnais dans cette idée d'être un classique du XX<sup>e</sup> siècle. Je n'étais pas fait pour un rôle de pionnier. Surtout, il faut bien comprendre que mon but n'a jamais été de constituer une collection. »

Ce qu'on voit dans le magnifique bâtiment de Piano, savamment éclairé à la lumière naturelle et répondant aux critères fixés par Beyeler – « luxe, calme et volupté » –, est pourtant bien une collection, magnifique, d'une cohérence parfaite, rassemblant cent soixante des plus beaux tableaux du monde, en un accrochage étourdissant. Comme d'autres ont l'oreille absolue, Ernst Beyeler semble avoir l'œil absolu. Aucun de ses choix ne jure avec un autre, et chaque salle, installée par lui, est, instinctivement, une réus-

site – une recherche des correspondances, des affinités, des chocs aussi. Par exemple un *Yipwon*, esprit chasseur de Nouvelle-Guinée, un *Nkisi n'kondi*, figure du Congo, confrontés au fameux tableau du Douanier Rousseau, *Le lion ayant faim se jette sur l'antilope*. Francis Bacon, lui, comme toujours, ne supporte aucune juxtaposition, mais l'espace, assez modeste, qui lui est consacré est sidérant, dominé par le grand triptyque peint après le suicide de son ami George Dyer.

« L'artiste le plus représenté est Picasso », précise Beyeler, intarissable sur le géant qu'il admire entre tous. Il a rencontré « le vieux Picasso » dans les années 1960, et la sympathie a été immédiate et réciproque. « Je l'ai vu une dizaine de fois. Un jour, il m'a emmené dans une réserve pleine de tableaux et m'a dit : "Choisissez !" J'ai sélectionné 45 pièces. Picasso m'a demandé de revenir le lendemain. Je suis reparti avec 26 des œuvres que j'avais choisies. » En écoutant Ernst Beyeler faire revivre Picasso, facétieux – mais aussi Mark Rothko, tragique, en 1970, l'année de son suicide, ou encore Willem De Kooning, souverain, et bien d'autres –, puis en arpentant l'immeuble de Renzo Piano, où l'on va de chef-d'œuvre en chef-d'œuvre, on se demande bien pourquoi le propriétaire des lieux nie être un fabuleux collectionneur. « Parce que je n'avais pas l'idée de la collection, le désir d'accumuler et de composer un ensemble. J'étais un marchand, j'achetais et je vendais. Certes, pendant longtemps, j'achetais trop et ne vendais pas assez. Et puis, tout cela est arrivé un peu par hasard... »

C'est en effet presque par hasard que le jeune Ernst Beyeler, décidément trop ennuyé par ses études d'économie, a com-

mencé à travailler chez Oskar Schloss, un juif allemand qui, fuyant le nazisme, avait ouvert, à Bâle, une librairie « vendant aussi des gravures et des dessins ». Schloss n'a pas le temps d'apprendre le métier au jeune homme, il meurt en 1945. « Ses héritiers m'ont demandé de reprendre ce commerce. Je me sentais totalement incompétent. » L'incompétent ne le reste pas très longtemps, du moins en matière de gravures. Il organise en 1947 sa première exposition. Il acquiert des lithographies de Toulouse-Lautrec, de Picasso... « Je commen-

çai aussi à regarder du côté de l'art africain, ainsi que de l'Amérique du Sud, de l'Iran... Mais j'ai vite vu qu'il fallait être spécialisé. A partir de 1951, il n'y avait plus de livres du tout dans mon magasin, ce n'était plus qu'une galerie d'art, tournée vers le XX<sup>e</sup> siècle. »

« Je n'avais pas l'idée de la collection, le désir d'accumuler et de composer un ensemble. J'étais un marchand, j'achetais et je vendais »

« Assez rapidement, la galerie Beyeler est connue des amateurs et des artistes. Le charme de son propriétaire lui assure le prêt d'œuvres remarquables, qui permettent de très belles expositions – « Pour un débutant, ce n'était vraiment pas mal », reconnaît-il. « Aux expositions monographiques, Matisse, Picasso, etc., j'ai ajouté des thématiques, parmi lesquelles "Moon and space", au moment de la conquête de la

Lune, puis une réflexion sur la couleur, à travers "Magic Blue", "I Love Yellow", "Qui a peur du rouge ?". Ces expositions, c'était mon plaisir. C'est évidemment plus agréable qu'acheter-vendre-acheter-vendre. Il y avait du reste des choses que je n'avais pas envie de vendre et je regrette toujours d'avoir laissé la chabanou acheter une des Women de De Kooning, un Pollock et un grand Atelier de Picasso. Ils sont... quelque part en Iran... Le premier tableau majeur que j'ai possédé, c'est Improvisation 10, de Kandinsky. Je l'ai vendu, puis racheté. Il est

désormais accroché à la Fondation, je ne dis pas musée car je n'aime pas beaucoup ce mot, il a quelque chose de... muséal justement, d'un peu mort. Je voudrais que chez moi ce soit vivant. »

Beyeler est un solitaire, ne cachant pas son souci d'un certain élitisme. Les années 1970 ne sont pas glorieuses pour les finances de la galerie. Toutefois, quand des collègues viennent lui soumettre l'idée d'une foire, à Bâle, au lieu de voir le parti qu'il peut en tirer – elle est désormais la plus importante au monde –, il laisse paraître un certain dégoût... Le simple mot de foire lui déplaît... « J'étais franchement contre. Mes collègues ont insisté. Moi, je n'avais pas imaginé que ce pour-

rait être un tel succès, et surtout je n'avais pas réalisé que ce serait excellent commercialement d'attirer à Bâle les clients qui d'ordinaire ne vont qu'à New York, Londres ou Paris. Cela, ajouté au boom du marché de l'art, m'a permis d'en finir avec mes dettes et même de gagner beaucoup d'argent dans les années 1980. Ce fut une décennie de chance. »

Autre chance, en 1989, le Musée Reina-Sofia de Madrid propose à Ernst Beyeler d'exposer sa collection. « Une fois de plus, j'ai expliqué que ce n'était pas une collection, mais j'ai eu envie de voir, pour la première fois, les tableaux que j'avais rassemblés au fil des années accrochés tous ensemble. Chez moi, il n'y avait pas assez de place. » Les visiteurs, comme la presse, sont étonnés de la cohérence de ce parcours artistique à travers le siècle. « Des Espagnols, cependant, s'interrogeaient sur l'absence de Dali, des Italiens sur celle de Chirico. J'ai tenté de leur faire comprendre qu'ils avaient sous les yeux le résultat d'une passion singulière, la mienne, sans d'autre souci que mon goût intime. »

**T**ANT de chefs-d'œuvre ont immédiatement suscité les convoitises. Tel musée allait réserver une aile à la future « donation Beyeler », telle organisation proposait de financer un bâtiment. « J'ai vite compris que j'allais soit perdre mon indépendance, et après 50 ans de liberté ce n'était pas raisonnable, soit donner mes tableaux à un musée qui n'en exposerait que quelques-uns. J'ai donc décidé, puisque j'avais de l'argent, de faire une fondation. J'ai pris la décision en 1991 et nous avons ouvert en 1997. » Le choix d'Ernst Beyeler se porte sur l'architecte Renzo Piano, « à cause du Centre Pompidou et de la Fondation Menil à Houston (Texas) ». « Je lui ai tout de suite dit dans quel esprit je voulais ce bâtiment, ce dont je me suis fait une sorte de devise – luxe, calme et volupté. Il a accepté. J'ai lentement commencé à m'opposer à différentes choses... »

Renzo Piano a dû souffrir, car Ernst Beyeler savait exactement ce qu'il voulait. De la pureté. De l'eau. De la pierre (du porphyre de Patagonie, aux couleurs exactes du granit de Bâle). Une sensation de silence. Une modernité déjà classique – ce qu'il a cherché toute sa vie. Mais le résultat est éblouissant. Un chef-d'œuvre de retenue, totalement mimétique de « l'esprit Beyeler » (dont la construction a coûté quelque 55 millions de francs suisses, soit environ 36 millions d'euros). Dès qu'on s'avance dans le jardin de la Fondation, dès qu'on se dirige vers l'immeuble austère, on se sent dans un autre monde, comme pacifié. De même qu'en pénétrant dans la chapelle Rothko, à Houston, on est gagné par une sensation de recueillement, qu'on soit ou non religieux. En entrant dans la première salle, on comprend qu'ici personne ne défile devant les tableaux pour « y être allé », « avoir vu », comme c'est tristement le cas dans beaucoup de musées et d'expositions. Quelque chose – le lieu, l'accrochage – oblige à la lenteur, à la pause.

C'est peut-être pour cela que dès la première année, au lieu des 50 000 visiteurs escomptés, plus de 300 000 sont venus. « C'est pourquoi, six mois après l'ouverture, j'ai demandé à Piano de construire une extension. » « Mais je ne veux pas pour autant me laisser aller à agrandir le bâtiment à l'excès et à acheter trop de nouvelles choses. Je souhaite rester dans la peinture, c'est l'esprit de cet endroit. Si on va vers les nouveaux médias, on fait quelque chose de tout à fait autre. Et puis je désire garder de l'espace pour les expositions temporaires, qui, elles, peuvent aller plus avant dans la modernité, jusqu'à l'extrême contemporain. » Toutefois, pour l'instant, les expositions les plus séduisantes, en particulier celle de Warhol et celle de Rothko, relevaient de ce qu'on pourrait appeler « l'espace Beyeler », le XX<sup>e</sup> siècle classique, achevé.

Certains, bien sûr, trouvent Beyeler trop éloigné des avant-gardes de son temps. Comme s'il fallait toujours rendre des comptes sur son goût, sur son intime conviction. Ce qui dérange, c'est évidemment cette affirmation de soi, de sa singularité, de son désir. Cette volonté de ne dépendre de personne, de manquer d'argent avec détachement et d'en gagner ensuite beaucoup avec élégance. Voilà à coup sûr une manière d'être définitivement démodé, « vieux jeu », en un temps où il est de bon ton de gagner de l'argent avec ostentation...

Le troisième millénaire vient d'arriver, Ernst Beyeler sait déjà qu'il a légué au siècle à peine commencé un lieu où chacun pourra venir vérifier que de Baudelaire à Picasso, de Giacometti à Renzo Piano, les artistes, à travers les convulsions de l'histoire, à travers leurs propres drames et échecs, apportent à ceux qui acceptent de voir et d'entendre « luxe, calme et volupté ».



















## « Le Monde » réalise une année historique en 2001

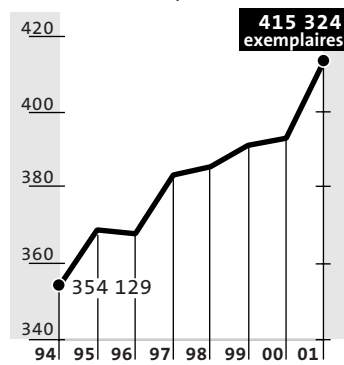
Le quotidien enregistre sa plus forte diffusion payée en France depuis 1979 et atteint une diffusion totale de 415 324 exemplaires ; son audience est en hausse de 4,6 %. Les ventes des titres de la presse généraliste éditée à Paris ont crû de 0,9 %

LA PRESSE généraliste a bénéficié de la forte actualité du 3<sup>e</sup> trimestre en 2001. La diffusion totale payée du quotidien *Le Monde* a augmenté de 3,36 % en 2001 par rapport à 2000 pour atteindre 405 983 exemplaires, selon Diffusion Contrôle, l'ex-Office de justification de diffusion (OJD), qui vérifie depuis 1923 les tirages « utiles » de la presse. Sur ce chiffre total, 358 978 exemplaires ont été vendus en France (ce qui représente une hausse de 3,03 % par rapport à 2000) et 47 005 exemplaires ont été vendus à l'étranger. Il s'agit d'une augmentation de 6,01 % par rapport à l'exercice précédent.

Le quotidien a réalisé, en termes de diffusion sur la France, sa meilleure performance, en devant le score réalisé en 1979, la dernière année « historique » du *Monde*, au cours de laquelle sa diffusion payée avait atteint 353 915 exemplaires. Sans distinguer la diffusion payée de la diffusion gratuite, 415 324 exemplaires (+3,2 % par rapport à 2000) du journal ont été diffusés en 2001, et son tirage moyen s'est établi l'an dernier à 544 533 exemplaires (en hausse de 4,42 % par rapport à l'exercice précédent). Entre 1994 et 2001, *Le Monde* a gagné 56 775 exemplaires, soit une hausse

### DIFFUSION RECORD

Diffusion payée étrangers + France, en milliers d'exemplaires

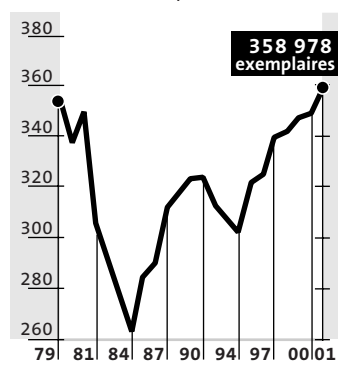


Source : OJD-Diffusion contrôlée

se globale de sa diffusion payée en France de 18,8 %. Le contexte général de la presse française et particulièrement des quotidiens nationaux d'informations générales était, au cours de cette période, plutôt morose.

Au sein du groupe Le Monde, le mensuel *Le Monde diplomatique* a également enregistré une belle progression de ses ventes (+10,3 % par rapport à 2000) pour atteindre 211 526 exemplaires de diffusion totale payée. Ce résultat inclut les 61 598 exemplaires exportés et les

Diffusion payée France, en milliers d'exemplaires



149 928 exemplaires vendus en France. La diffusion totale payée du bimestriel *Manière de voir* augmente également de 12,69 %, à 47 382 exemplaires, dont près d'un tiers réalisée hors des frontières nationales.

### HAUSSES SIGNIFICATIVES

Au sein du groupe, l'hebdomadaire *Courrier international* réalise la plus belle progression avec une hausse de 31,96 % de ses ventes en 2001 par rapport à 2000. Elles ont atteint, en 2001, 144 937 exemplai-

res de diffusion totale payée. Alors que la majorité des lecteurs de la presse quotidienne nationale éditée à Paris achètent chaque jour leur journal au numéro dans les kiosques, *Courrier international*, magazine d'actualité internationale qui traduit des articles de la presse étrangère, est diffusé pour une large partie par abonnements (79 065 en 2001). Les résultats de diffusion du mensuel *Le Monde 2* ne seront, par ailleurs, publiés qu'en mai. Lors de son démarrage, ce titre largement illustré qui reprend une sélection d'articles publiés le mois précédent dans le quotidien, a réalisé une percée remarquable. Dans le groupe Le Monde, les diffusions du *Midi libre* et des *Cahiers du cinéma*, dont les chiffres ne sont pas encore finalisés, devraient connaître des hausses significatives.

En revanche, trois titres du groupe ont connu l'an dernier une régression de leur diffusion. *Dossiers et documents* a perdu 7,09 % de sa diffusion totale payée à 72 821 exemplaires. Le mensuel *Le Monde de l'éducation* a vu ses ventes totales en kiosques augmenter de 8,19 % mais sa diffusion totale payée baisser de 2,77 %, à 41 420 exemplaires. Cette apparente contradiction s'explique par le fait qu'une partie des exemplaires mis à disposition chez les médecins est dorénavant considérée comme de la diffusion gratuite. Enfin, la *Sélection hebdomadaire*, vendue presque exclusivement aux Français vivant à l'étranger, a elle aussi faiblement régressé. Sa diffusion totale payée s'est établie à 18 511 exemplaires (-1,33 %), dont 16 765 exemplaires vendus à l'exportation.

Généralement, l'audience de la presse quotidienne nationale a aug-

menté d'un modeste 0,9 %, à 8,76 millions de lecteurs en 2001, selon le sondage Ipsos Médias réalisé notamment pour l'EuroPQN (groupement réunissant l'ensemble des quotidiens nationaux édités à Paris). Ce chiffre moyen confirme la tendance à la hausse déjà enregistrée en 2000. La presse en France accuse encore un retard par rapport, notamment, aux lectorats enregistrés dans les pays du nord de l'Europe. Un Français sur cinq lit un quotidien édité à Paris, ce qui représente 18,5 % de la population

(+5,3 %). Juste derrière, l'audience du *Monde* s'est établie à 2,164 millions de lecteurs, ce qui représente une hausse de 4,6 % de son lectorat par rapport à 2000. *Le Parisien* réalise un score de 1,706 million et son édition nationale, *Aujourd'hui en France*, 408 000. Ensemble, ces deux titres augmentent de 4,3 %. Le lectorat du *Figaro* est de 1,497 million de lecteurs (+3,2 %), celui de *Libération* de 963 000 (+2 %) ; celui des *Echos* de 773 000 (+1,6 %) ; celui de *France Soir* de 534 000 (+1,1 %) ; celui de *La Tribune* de 516 000

### Une sélection du « New York Times »

Un autre regard sur l'actualité : le journal *Le Monde* proposera, à partir du samedi 6 avril, un nouveau supplément, le meilleur du *New York Times*, inséré dans son supplément de prix dans son édition du week-end. Des articles sélectionnés par les journalistes des rédactions parisiennes et new-yorkaises ainsi que par nos correspondants américains seront publiés en anglais. Les douze pages sont structurées autour de cinq thèmes pour proposer « la vision américaine de l'actualité internationale, sociétale, économique et culturelle » (*World News, Money and Business, High-tech, Art and Style et Americana*). « En engageant cette collaboration avec le prestigieux journal américain, *Le Monde* répond à l'attente grandissante de ses lecteurs curieux et attentifs à ce qui se passe outre-Atlantique », explique Jean-Marie Colombani, le directeur du *Monde*, président du directoire. « Il est indispensable de mieux connaître, non pour les faire siennes mais pour les comprendre, les opinions, les analyses et les options des Américains. »

âgé de 15 ans et plus (contre 18,3 % douze mois plus tôt). Dans le trio de tête des titres les plus lus en 2001, on trouve *L'Equipe*, *Le Monde* et *Le Parisien*. Ces chiffres prennent en compte les lecteurs au numéro moyen (nombre de numéros lus, par rapport aux numéros parus). L'élan des quotidiens généralistes est en partie imputable à la forte actualité internationale liée aux attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

Selon l'étude 2001 d'EuroPQN, *L'Equipe* reste en tête dans ce sondage avec 2,495 millions de lecteurs

(+1,1 %) ; celui de *L'Humanité* de 288 000 (+0,6 %) ; celui de *La Croix* de 358 000 (+0,8 %).

Qui sont les lecteurs de la presse quotidienne ? Majoritairement des hommes (61,7 %) actifs (57 %), plutôt jeunes, puisque 32,5 % ont entre 15 et 34 ans, et 24,6 % ont entre 35 et 49 ans. Seul un gros tiers du lectorat est constitué de lectrices, davantage ménagères qu'actives. Les titres quotidiens affichent des bons taux de pénétration dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants et au sein de la région parisienne.

## La nouvelle campagne de l'ARC vise à reconquérir les seniors

SIX ANS après la révélation du scandale, deux ans après la condamnation en appel de son ancien président, Jacques Crozermarie, pour détournement de fonds, l'Association pour la recherche contre le cancer (ARC) veut tourner la page. Le slogan de sa nouvelle campagne publicitaire lancée mardi 2 avril met l'accent sur la réalité sanitaire de la première maladie mortelle en France : « Le cancer, abbattons-le avant qu'il nous abatte ! » « Nous ne sommes plus dans un système de communication de crise. Nous voulons revenir à l'essentiel : le besoin de fonds pour la recherche », affirme Alain Millet, directeur financier de l'association.

Dans chacun des neuf spots, pourtant, une autre formule demeure : « Tout a changé à l'ARC, sauf la maladie. » Cette sentence accompagne les campagnes de l'association depuis 1996, sur laquelle l'ARC ne souhaite plus s'attarder, mais qui témoigne qu'« il est encore trop tôt pour faire comme si la tache s'était effacée », selon Michèle Schitten-

helm, directrice du développement et de la communication de l'ARC, pour laquelle « il faudra une demi-génération » pour oublier.

L'association, qui avait perdu les deux tiers de ses donateurs après le scandale, s'évertue depuis à les reconquérir (320 000 donateurs et

### L'association a obtenu des tarifs préférentiels de la part des chaînes

39,81 millions d'euros de recettes en 2001 contre 600 000 donateurs et l'équivalent de 89,18 millions d'euros en 1995). Après l'ère Crozermarie, l'ARC s'est placée sous le double contrôle d'un conseil scientifique et du conseil d'administration. Et l'association soumet désormais sa gestion au comité de la charte de déontologie des organi-

sations sociales et humanitaires et se targue d'avoir obtenu la certification du Bureau Veritas Quality International, qui vérifie que les entreprises réalisent bien les objectifs qu'elles se sont fixés.

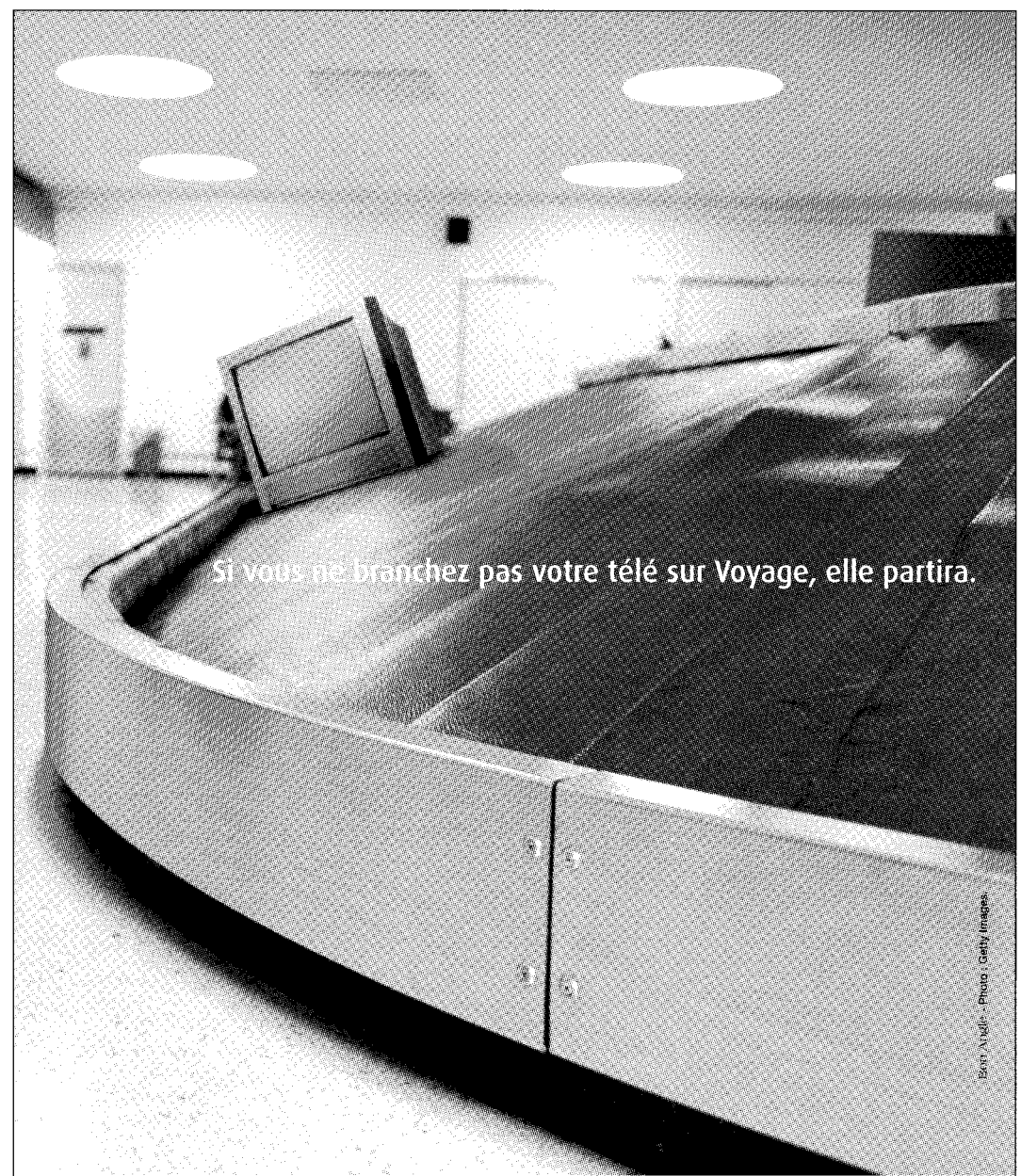
Présidé par Michel Lucas, l'ARC a décidé de revenir à une communication plus classique après avoir tenté sans succès en 2001 de viser les jeunes donateurs, par le biais de la presse magazine. « *Le cœur des donateurs*, en France, ce sont les plus de 60 ans, voire les plus de 70 ans pour nous », affirme M<sup>me</sup> Schittenhelm.

La conception des spots a été confiée à l'agence Senioragency qui a sollicité la participation d'une dizaine d'artistes et de sportifs. « Sur un tel sujet, il faut créer une émotion et être convaincant », explique Jean-Paul Tréguer, président de Senioragency. *Quand des seniors vont voir Michel Galabru, Raymond Poulidor ou Claude Brasseur pour leur dire que la recherche a besoin de fonds, ils seront plus attentifs : ce sont des personnalités, avec lesquelles ils ont, en plus, une complicité générationnelle.* » L'ARC achève, aussi, un « manifeste » qu'elle espère faire signer au plus grand nombre de personnalités avant de le publier dans la presse. « *Nous faisons du people, mais aujourd'hui c'est ce qui est le plus efficace* », observe M<sup>me</sup> Schittenhelm.

Les spots de l'ARC seront diffusés à la télévision jusqu'au mois de décembre, en pleine journée (entre 6 h 30 et 18 h 30). Des heures où les seniors constituent une large et fidèle partie des téléspectateurs : « A la fin de l'année, nous aurons eu 400 à 500 passages et nous aurons touché 80 % des plus de 50 ans », estime M. Tréguer. Une démarche qui répond aussi à un souci d'économie. Les comédiens et le réalisateur, Pascal Thomas, ont apporté leur concours bénévole, et l'association a obtenu des tarifs préférentiels de la part des chaînes.

Montrés du doigt pendant l'ère Crozermarie où elles coûtaient parfois plus cher qu'elles ne rapportaient, les campagnes de communication sont minutieusement calculées. Cela permet à l'association d'afficher un pourcentage de recettes reversées à la recherche de 80 % ces deux dernières années (contre 27 % en 1993, selon un rapport de la Cour des comptes cité pendant le procès de Jacques Crozermarie). Au total, cette campagne aura coûté à l'ARC 1,37 million d'euros sur neuf mois, soit ce que lui avait coûté la seule campagne du mois d'octobre 1996.

José Barroso



Si vous ne branchez pas votre télé sur Voyage, elle partira.

### VOYAGE, 1<sup>ÈRE</sup> CHAÎNE DOCUMENTAIRE DU CÂBLE ET DU SATELLITE

- VOYAGE est aujourd'hui
- la première chaîne Documentaire en part d'audience chez les 4 ans et +, et les 15 et +.
- la quatrième chaîne la plus regardée par l'ensemble des foyers initialisés sur le basic de CanalSatellite®.

voyage

La télé de tous les voyages

Une chaîne

voyage.fr

PTHE!

Source : MédiaCafé/Septembre 2001 - Février 2002 - PDA, lundi, dimanche, ensemble journée 15 ans et plus.

Disponible sur le câble et

CANAL SATELLITE le meilleur du numérique





MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Mardi 2 avril 9h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicovam. Lists various companies like ACCOR, AFFINE, AGF, etc.

Table of French stock market data (continued) including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicovam. Lists various companies like EURAZEO, EURO DISNEY SCA, EURO TUNNEL, etc.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicovam. Lists various international companies like RUE IMPERIALE (LY), SADE (NV), SAGEM ADP, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

28/3 : 23,13 millions d'euros échangés

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Includes sections for 'Meilleures performances' and 'Plus mauvaises performances'.

Table of new market data (continued) with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Includes sections for 'Plus forts volumes d'échange' and 'Plus mauvaises performances'.

Advertisement for Volkswagen Golf TDI. Features a photo of the car and text: 'Un TDI, c'est un diesel qui a réussi.' Includes logos for Volkswagen and Castrol.

SECOND MARCHÉ

28/3 : 44,52 millions d'euros échangés

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Includes sections for 'Meilleures performances' and 'Plus mauvaises performances'.

Table of second market data (continued) with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Includes sections for 'Plus forts volumes d'échange' and 'Plus mauvaises performances'.

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 2/4 à 9h

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours euro, date, % var., and % var. 31/12. Lists various investment funds like AGIPI, BNP PARIBAS, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) with columns for Valeur, Cours euro, date, % var., and % var. 31/12. Lists various investment funds like EUR.OBLIG.INTER, EUR.TECHNOLOGIES, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) with columns for Valeur, Cours euro, date, % var., and % var. 31/12. Lists various investment funds like MASTER ACTIONS, MASTER DUO, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) with columns for Valeur, Cours euro, date, % var., and % var. 31/12. Lists various investment funds like STRATEG.IND.EUROPE, FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS, etc.



# Une cité inca a été découverte dans les Andes péruviennes

Ce site mis au jour en juin 2001 pourrait bien avoir abrité le dernier refuge du pouvoir local face aux avancées de l'invasisseur espagnol

**LES RUINES** découvertes au sommet du Cerro Victoria, dans les Andes péruviennes par une équipe d'archéologues, sont-elles les restes d'une cité inca inconnue et le dernier refuge du pouvoir face à l'avancée des conquérants ? Pour répondre à cette question, elle devra mener des fouilles approfondies. Cette cité, à laquelle a été donné le nom - en langue quechua - de Corihuayrachina, est située dans la chaîne montagneuse de Vilcabamba, à 35 km au sud-ouest du célèbre site de Machu Picchu, et d'un autre haut lieu également prestigieux, le site religieux de Choquirai.

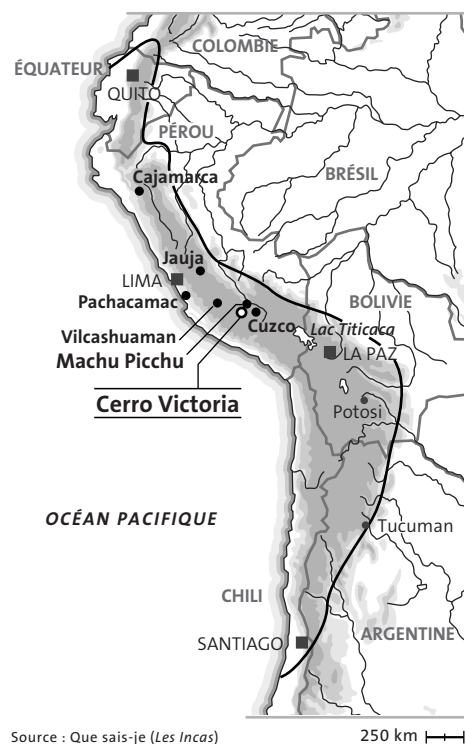
Découverte en juin 2001 lors d'une expédition financée par la National Geographic Society et deux sociétés, Mountain Hardware et Geophysical Survey Systems, l'existence de cette cité présentée sur le site Internet de *National Geographic* (<http://news.nationalgeographic.com/news>) n'a été annoncée que très récemment, à l'occasion d'une conférence de presse tenue au Pérou en présence du vice-président du pays, Raul Diez Canseco.

## ENSEMBLE DE BÂTIMENTS

La célèbre revue de géographie américaine prépare pour le mois de mai une émission spéciale sur ce site et sur la culture inca. Elle devrait présenter les travaux de l'expédition de neuf personnes qui a découvert Corihuayrachina et que dirigeait l'archéologue péruvien Alfredo Valencia Zegarra, auteur de nombreuses fouilles à Machu Picchu et à Cuzco. Sur place, les archéologues ont localisé un vaste ensemble de bâtiments répartis sur une superficie d'environ 6 km<sup>2</sup>. Ont été repérées dans la végétation une plate-forme sacrificielle entourée d'un mur bas et une construction à trois pans probablement dédiée à la célébration d'importantes cérémonies religieuses. Des squelettes retrouvés dans des tombes souterraines et des restes mortuaires brûlés dans des bâtiments ronds semblent attester la présence d'une vie relativement active. Des murs de style inca, des

## UN IMMENSE EMPIRE

Limites de l'empire inca lors de la conquête espagnole • Cité inca



terrasses utilisées pour les cultures, un grenier, des restes d'enclos pour le bétail et un peu plus d'une centaine de bâtiments circulaires - construits en pierre - ont également été identifiés.

« Le site que nous avons découvert était suffisamment important pour les Incas pour qu'ils aient construit un aqueduc long de 8 km pour apporter de l'eau », précise, dans *National Geographic*, Alfredo Valencia Zegarra (université nationale de San Antonio Abad de Cuzco). Selon lui, ce qui a été trouvé lors de l'expédition de juin 2001 ne représente qu'une partie « d'un ensemble beaucoup plus vaste. La région du Cerro Victoria comporte en réalité plusieurs sites archéologiques importants non encore mis au jour ».

Les constructions circulaires « semblent typiques des maisons des habitants qui ont occupé la

région avant les Incas, ou sous leur gouvernement, explique pour sa part Peter Frost, un Britannique, photographe et guide professionnel, qui a organisé l'expédition, mais les premières observations semblent indiquer une occupation des Incas eux-mêmes. » Peter Frost, qui a vécu à Cuzco pendant quinze ans et a exploré la région pendant trente ans, avait déjà aperçu les ruines en 1999, alors qu'il parcourait la région à la recherche de restes archéologiques.

L'expédition proprement dite a demandé deux années de préparation en raison de la difficulté d'accès au site, recouvert en grande partie par une végétation forestière très dense. Les membres de l'expédition ont dû passer quatre jours sur la rivière Apurimac, puis marcher dans des conditions très difficiles jusqu'au Cerro Victoria. Sur pla-



Au moment de l'arrivée des Espagnols, l'empire inca s'étendait de la Colombie, au nord, jusqu'au Chili, au sud (ci-contre). Les photos ont été prises sur le site du Cerro Victoria, où vient d'être découverte une nouvelle cité inca (ci-dessus). Elles montrent une tour funéraire ainsi que des outils de pierre et des fragments de poteries (ci-dessous).



ce vivent encore deux familles indiennes, installées là depuis deux ans et qui cultivent la terre sur d'anciennes terrasses de la cité.

Les archéologues qui ont découvert la nouvelle ville se demandent si elle ne serait pas la cité perdue de Vilcabamba, un des derniers refuges du pouvoir inca face à la conquête espagnole en 1536. Dans une ultime résistance aux envahisseurs espagnols, les rebelles incas dirigés par Manco Inca s'étaient en effet repliés dans les escarpements boisés et sauvages de la cordillère de Vilcabamba, une région au relief tourmenté, située entre les deux rivières Urubamba et Apurimac. Cette zone a été le foyer d'une résistance qui a duré trente ans, et qui a été liquidée par le vice-roi espagnol Toledo, en 1572.

Aussi, depuis des décennies, explorateurs et aventuriers en

tout genre sont à la recherche de cette cité perdue, qui est supposée contenir de grandes quantités d'argent et d'or. Comme peu d'Espagnols ont atteint la région du Cerro Victoria, la cité « pourrait cependant ne jamais avoir eu de contacts avec les Européens, de ses débuts jusqu'à la chute de l'empire inca », précise encore Peter Frost. Les archéologues étrangers, qui n'ont pas vu le site, restent toutefois prudents devant l'annonce américano-péruvienne.

## « EXPÉDITION MÉDIATIQUE »

« C'est une expédition à caractère médiatique effectuée dans le cadre de *National Geographic* », souligne Jean-François Bouchard, directeur de recherche au CNRS, archéologue spécialiste des civilisations andines à la Maison de l'Archéologie et de l'Éthnologie de Nanterre (Hauts-de-Seine). « Cependant, tempère-t-il, cela semble intéressant, car le site paraît relativement vaste, beaucoup plus important que beaucoup de sites périodiquement découverts au Pérou. » Ce qui l'étonne, c'est que « l'équipe a trouvé de nombreuses constructions circulaires. Or les Incas construisaient plutôt des plans rectangulaires ». Cela veut peut-être dire qu'il y a eu une superposition d'occupations, peut-être pré-inca et inca de diverses périodes. « Pour le savoir, il faudra faire faire des fouilles sérieuses avec des professionnels. »

Une chose est sûre. La région de la Ceja de Selva (avant-forêt), où se trouve le Cerro Victoria, qui constitue le flanc amazonien de la cordillère des Andes, a de tout temps, et bien avant les Incas, été occupée par les populations qui y cultivaient des plantes qui ne pouvaient pousser en haute altitude. Les Incas ont conquis cette zone pour cultiver des plantes tropicales diverses, et sans doute la coca, qui était réservée à l'élite. « De ce point de vue, avance Jean-François Bouchard, ce site pourrait faire partie de cette colonisation des terres. »

Christiane Galus

## Un empire constitué en moins d'un siècle

La conquête espagnole a été rapide en raison d'une guerre de succession fratricide

**A SON APOGÉE**, en 1532, lorsque Francisco Pizarro arrive dans la région, l'Empire inca s'étendait sur une région très vaste allant de la Colombie, au nord, au Chili, au sud. Il couvrait une surface de 950 000 km<sup>2</sup>, équivalente à celle de la France, de la Suisse, de l'Italie et du Benelux réunis. L'éclat de leur civilisation, note Henri Favre, directeur de recherche au CNRS, dans son *Que sais-je ? Les Incas*, se faisait sentir de Panama jusqu'aux lointains rivages atlantiques du Brésil, ce dont témoignent des outils de cuivre et des parures d'or et d'argent transpor-

tés de tribu en tribu à travers la forêt amazonienne.

« Les conquérants incas, tard venus sur la scène andine », ont en fait hérité « d'une tradition vieille d'environ quatre mille ans », écrit pour sa part Alfred Métraux dans son ouvrage *Les Incas* (Seuil, Points Histoire). Les Incas n'étaient à l'origine qu'une des nombreuses tribus qui peuplaient le Pérou. Ils s'associèrent à trois peuples voisins pour former la confédération de Cuzco, dont ils prirent le contrôle, sous l'impulsion de Manco Capac, pour devenir l'une des principales puissances du

sud du Pérou. L'expansion de l'Empire inca, sous le nom de Tahuantinsuyu, ou « Empire des quatre quartiers », sera réalisée en un siècle, entre 1430-1438 et 1532, date de la capture de l'Inca Atahualpa par Pizarro.

## UNE IMMENSE CIVILISATION

La société inca était très hiérarchisée. Au sommet de la pyramide sociopolitique se trouvait le souverain, le Sapa Inca, « fils du Soleil », qui régnait en maître absolu. Venaient ensuite la noblesse, les chefs locaux, et les classes populaires. La domination inca s'appuyait

sur la division de l'Empire en petites communautés, les *ayllu*. C'est grâce à cette société très structurée que les Incas réalisèrent les travaux d'irrigation nécessaires au développement de leur agriculture. Pomme de terre, maïs, riz de montagne, très résistant aux gelées, manioc, haricots, fèves, patates douces, courges, tomates et piments composaient leur ordinaire et permettaient ainsi d'« éviter les famines à cet empire de 7 à 20 millions d'individus », précise Jean-François Bouchard, directeur de recherches au CNRS.

Ignorant l'écriture - hormis les cordelettes, ou *quipu*, utilisées pour la comptabilité -, ne connaissant ni la roue ni le fer, ce peuple a pourtant donné naissance à une immense civilisation dont témoignent les gigantesques travaux de terrassement réalisés pour l'agriculture et les grandes voies pavées qui relient les différents points de l'empire et les grandes cités de Cuzco, Sacahuaman, du Machu Picchu ou d'Ollantaytambo.

En matière d'architecture, les Incas, qui avaient hérité de l'urbanisme chimu, alliaient la virtuosité technique de la taille de la pierre à une grande habileté dans la mise en place de blocs le plus souvent polygonaux, parfaitement ajustés les uns aux autres. Selon les spécialistes, la forteresse de Sacahuaman, qui surplombe Cuzco, constitue le plus bel exemple de la maîtrise des bâtisseurs incas.

Le raffinement de l'élite inca a étonné les Espagnols lorsqu'ils sont arrivés au Pérou. La rencontre de l'Inca Atahualpa avec Pizarro a constitué un spectacle extraordinaire, rappelle Carmen Bernard, dans son ouvrage *Les Incas, peuple du Soleil* (Découvertes, Gallimard). Il s'est présenté dans une litière tapissée de plumes de perroquet, entouré de gar-

des du corps couverts de plaques d'or et vêtus des plus riches costumes symboles de la puissance de l'empire. Et c'est pourtant ce petit groupe de conquérants espagnols, fort de seulement 63 cavaliers et 200 fantassins, qui va faire tomber et disparaître l'empire inca en profitant de la lutte fratricide pour le pouvoir entre les deux fils de l'Inca Wayna Capac.

C. Ga.

C. Ga.

**REPRODUCTION INTERDITE**

# EMPLOI

**OFFRES**

Groupe scolaire privé, ht niv. LE CAIRE, recrute :

- INSTITUTEURS DE PRIMAIRE.
- PROFESSEUR COLLÈGE (FRANÇAIS, PHYSIQUE-CHIMIE, BIOLOGIE).
- Expérience de 5 ans.
- Salaire français.

Envoyer candidatures (CV + lettre de motivation) à M<sup>me</sup> Esmat EL LAMEI par fax (00 202) 7545280

**DEMANDES**

**Cadre dirigeant**  
20 ans d'exp. **BUSSINESS PME**  
**MARKETING OPERATIONNEL**  
**MANAGEMENT DE PROJETS**  
Gestion - Informatique - NTIC  
(disponible avril - mobile France)  
CV détaillé sur :  
<http://site.voila.fr/ricazoulay>  
Gsm : 06.07.06.54.58

Juriste titulaire DEA, 20 ans expér. dans la vie associative, lui-même président assoc. nationale, ch. poste directeur dans assoc. ou structure assimilée, secteur loisirs, culturel, vacances, formation, maîtrise outil informatique, anglais.  
Toutes régions  
contact 06-30-93-31-50.

Attachée de presse relations publiques,  
25 ans expér.,  
excellentes références,  
dispon.  
06-19-38-78-62/  
01-48-40-77-82.

**Pour vos annonces dans la rubrique EMPLOI**  
Tél. : 01-42-17-39-42  
Fax. : 01-42-17-39-38

## LE MONDE diplomatique

### PROCHE-ORIENT

*Pour apprendre à vivre ensemble*  
Par Yasser Abed Rabbo et Yossi Beilin

*Le devoir du plus fort*  
Par Axel Kahn

*La paix maintenant*  
Par Ignacio Ramonet

*Etat de siège*  
Un poème inédit de Mahmoud Darwich

**Egalement au sommaire :**  
FMI, la preuve par l'Éthiopie, par Joseph E. Stiglitz ; Du bon usage du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ; Dans l'enfer blanc de l'amiante ; Comment l'Union européenne confisque la souveraineté populaire ; etc.

NUMÉRO D'AVRIL 2002  
En vente chez votre marchand de journaux 3,80 €







# CULTURE

## CINÉMA

**King Lear**, de Jean-Luc Godard • En 1985, lors du Festival de Cannes, le cinéaste et le producteur Menahem Golan décidaient de tourner une adaptation du « Roi Lear », de Shakespeare. Dix-sept ans après, ce film né d'une signature sur une nappe de bistrot, voit enfin la nuit des salles.

# Fou et souverain, Godard règne sur Lear

L'ÉCRAN est noir. On entend la voix d'un homme au téléphone. Un carton annonce « King Lear » puis un autre « fear and loathing », la peur et la haine. Justement, l'homme qui parle, le producteur Menahem Golan, est inquiet. Sa société de production, Cannon, est sur le point de faire faillite, on est fin 1986, début 1987. Dix-huit mois plus tôt, au temps où il passait pour la réincarnation de Louis B. Mayer, Golan a engagé un metteur en scène, qui lui a promis d'adapter au cinéma *King Lear*, une pièce de théâtre de William Shakespeare. C'est un matériau attirant : en 1985, Akira Kurosawa s'en est servi pour *Ran*. Des images – des tableaux – illuminent l'écran. On entend le producteur protester contre le retard à la livraison, qui mine sa réputation (déjà plus qu'ébranlée, mais il n'en dit mot), et tempêter contre les journalistes qui se croient malins et lui demandent quand on verra enfin le *Lear* de Godard ? Les journalistes et Godard, il doit les détester. D'autant qu'il ne sait que leur répondre.

La bonne réponse était : en 2002, quinze ans après la présentation à Cannes, vous verrez ce film. Mais Menahem Golan n'était pas prophète, il avait juste l'intuition qu'il était en train de se faire avoir, sans appréhender l'ampleur de l'entourage dont il était victime. Car le film que Godard avait choisi de réaliser était de prime abord l'histoire d'un producteur pris au piège. Plus tard, dans le film, alors que Jean-Luc Godard s'est éloigné de son thème initial, il y revient brièvement. Un dialogue porte sur l'établissement de Las Vegas par Meyer Lansky et Bugsy Siegel, on voit à l'écran un livre intitulé *Grandeur et décadence des gangsters juifs américains* (après avoir débuté en Israël, Menahem Golan s'était établi à Hollywood).

A ce moment d'ailleurs, l'entreprise vindicative des premiers plans semble presque oubliée. A moins d'être resté à la porte de ce film inhospitalier, on s'est aventuré bien au-delà dans une aventure drôle, exaspérante, d'une beauté sou-

vent intense. Car l'essentiel de la farce aux dépens des ennemis d'un petit commerce de cinéma se joue très vite, en quelques séquences : le coup de fil de Golan et deux prises d'une même scène, montrant Norman Mailer (désigné comme le grand écrivain) et sa fille. Mailer devait écrire le scénario, puis jouer le rôle de Lear, devenu sous sa plume le mafioso Don Learo. Il n'a pas fait l'affaire, Jean-Luc Godard le dénonce en public : « une cérémonie de caprices de star », dit la voix de Godard pendant qu'il filme le grand écrivain avant de le faire sortir du champ accompagné d'invectives mesquines (il a regagné les Etats-Unis en classe affaires avec sa fille pendant que le petit ami de celle-ci voyageait en classe touristes, souligne Godard en se moquant).

#### FARCE DE POTACHE SURDOUÉ

Après l'escarmouche, arrive William Shakespeare V junior (le metteur en scène de théâtre et de cinéma Peter Sellars) chargé par la Cannon Cultural Division et le gouvernement de Sa Majesté de reconstituer l'œuvre de son ancêtre, disparue après la catastrophe de Tchernobyl.

Sur les bords du lac Léman, le descendant du Barde surprend un vieillard et sa fille (Burgess Meredith et Molly Ringwald) qui échantonnent des répliques du *Roi Lear* aussitôt consignées par le scribe-espion. En décrivant cet arrangement par des mots, on ne fait valoir que sa nature de farce de

potache surdoué, truffée de gags à l'usage des gens cultivés : l'exception culturelle à l'envers, l'iconoclasme dirigé contre les monuments de la culture, la convocation à l'hôtel Beau-Rivage de Nyon du ban et de l'arrière-ban de la culture occidentale.

Mais au-delà du canular de troisième cycle dont on parle, il y a ce qui est à l'écran. La beauté de Molly Ringwald, par exemple. La jeune actrice américaine avait fugué d'un pensionnat de personnages lycéens tenu par le réalisateur-producteur

John Hughes. On dirait que Godard lui a signifié l'interdiction d'essayer même de jouer la comédie et que la jeune femme, qui espérerait tant faire ses preuves, est mortifiée de s'être embarquée dans cette galère. Et pourtant, son visage prend une gravité translucide sur laquelle se projettent toutes les souffrances de Cordelia.

#### « EST-CE QUE VOUS M'AIÉMEZ ? »

D'autres personnages, d'autres lieux sont illuminés ainsi par la grâce du cinéaste. Mais celle-ci peut se muer en un instant en un mépris dévastateur aussi bien pour les acteurs que pour le spectateur.

Au bout de trente minutes, on arrive enfin à la figure centrale de ce film, un bouffon horripilant, un type à lunettes avec un gros cigare qui parle du coin de la bouche, dont la physionomie est obscurcie par une espèce de perruque rastafarienne, faite de prises jack et de morceaux de métal. Sous ces oripeaux, il y a Godard. Comme Lear à ses filles, il demande aux gens qu'il a mis dans son film, aux gens

qui ont fini, au bout de quinze ans, par venir voir son film : « Est-ce que vous m'aimez ? »

Cette question est dissimulée sous une formulation mégalomane : « Est-ce que vous aimez le cinéma ? » Godard se dépeint en train d'inventer la projection en perçant une boîte à chaussures d'un trou par lequel il fait passer la lumière d'une lampe de poche, puis le montage qu'il expérimente en assemblant deux morceaux de pellicule avec du fil et une aiguille ou une épingle à nourrice. Il est aussi le messie puisque les cloches de Pâques sonnent à son réveil. Plus le film avance, plus les métaphores s'enchevêtrent, dont on attrape des bribes au vol. De Cordelia, Molly Ringwald se mue en Jeanne d'Arc, elle prophétise le départ des Américains de France. Prophétie ratée. Mais en même temps, dans sa boîte

à chaussures lumineuse, Godard dispose des dinosaures en plastique. Prophétie réussie, *Jurassic Park* sera tourné cinq ans plus tard. Le bouffon aux dreadlocks électriques traverse l'Atlantique, embauche Woody Allen comme monte. La salle de montage est aussitôt envahie de pellicule, qu'un employé s'essaie vainement à ordonner. Monarque et fou (Lear, encore), Jean-Luc Godard fait croire qu'il a donné naissance à une nouvelle espèce de film surgi des décombres, sauvage, urticant, irrédécible à tout ordre, esthétique et intellectuel.

T. S.

Film bahaméen, de Jean-Luc Godard, avec Burgess Meredith, Woody Allen, Leos Carax, Julie Delpy, Peter Sellars (1 h 30).

#### Portrait de Jean-Luc en Groucho par Woody

Au printemps 1986, Jean-Luc Godard se rend à New York pour y filmer Woody Allen, un temps pressenti pour jouer le rôle du fou dans *Lear*. Après avoir capté un entretien avec le cinéaste new-yorkais, qui est en train de mettre la dernière main à *Radio Days*, Godard le filme dans une salle de montage du Brill Building, bâtiment célèbre pour avoir abrité l'élite des auteurs de chansons pop des années 60. Aujourd'hui, Woody Allen affirme n'avoir jamais vu le film et s'être prêté à l'expérience par admiration pour Godard. A l'usage de son public américain, il a été un peu plus explicite lors d'un entretien avec le critique Roger Ebert : « J'avais l'impression d'être dirigé par Rufus T. Firefly [du nom du personnage que joue Groucho Marx dans *Soupe au canard*], vous savez quand Groucho est censé être un grand génie et que personne n'ose le remettre en question. »

## Une production fondée sur le malentendu

FESTIVAL de Cannes, 1985 : Jean-Luc Godard présente *Détective*, monte les marches avec Johnny Hallyday, se fait entarter et signe sur une nappe en papier un contrat avec le producteur Menahem Golan. Il s'engage à réaliser une adaptation du *Roi Lear* de Shakespeare. Le réalisateur vient de tourner, de *Sauve qui peut la vie à Détective*, une série de films joués par des acteurs connus. Le producteur, avec son comparse Yoram Globus, veut faire de sa firme Cannon une nouvelle major de Hollywood. Entamée sur un napperon (pour lequel un musée a proposé 10 000 dollars à Menahem Golan), la collaboration entre le cinéaste et la compagnie s'achève sur un malentendu total.

En 1979, Menahem Golan et Yoram Globus, forts de leurs succès commerciaux dans les salles israéliennes, prennent le contrôle de la Cannon, une petite maison de production spécialisée dans la série B. Deux ans plus tôt, Menahem Golan, également réalisateur, avait obtenu une nomination à l'Oscar du meilleur film étranger pour *Operation Thunderbolt*, qui racontait le raid israélien sur Entebbe en Ouganda. Fort de cette nomination, Golan signe un accord de distribution avec la MGM, et se spécialise

dans un premier temps dans la production de films d'action à petit budget. Au début des années 1980, la Cannon gagne beaucoup d'argent : *Death Wish 3* avec Charles Bronson, *Enter the Ninja* et *The Last American Virgin* sont des succès commerciaux, suivis entre 1984 et 1986, de *Bolero*, un film érotique avec Bo Derek, ou de la série des *Portés disparus* avec Chuck Norris.

Cette production médiocre et rentable s'appuie sur un fonctionnement à l'ancienne, inspiré des grands studios, où les stars étaient sous contrat. Cannon faisait travailler ses stars maison (Michael Dudikoff, Richard Lynch, Steve James, Chuck Norris) et ses réalisateurs attitrés (Albert Pyun, Joseph Zito) sur un mode de financement novateur. Cannon fut l'une des premières compagnies à pré-vendre les droits de ses films à l'étranger (Golan est l'un des premiers à pénétrer le marché chinois) et à anticiper la manne issue du marché de la vidéo.

Mais ce n'était pas assez. Menahem Golan rêvait de transformer Cannon en une major respectable. Cette ambition passait par le rachat de salles en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, mais aussi par la production de films de prestige. John Cassa-

vetes, Robert Altman, Andreï Konchalovsky travaillent pour la Cannon. En 1985, alors que le programme de production est déjà plus que fourni, l'annonce de la mise en chantier du *Lear* de Godard apparaît comme le summum de l'engage-

*Godard se moque ouvertement de son producteur aux abois et fait savoir qu'il a contacté l'ex-président Nixon*

ment artistique de la Cannon, d'autant que le film doit être écrit par Norman Mailer, joué par Woody Allen (le fou) pendant qu'on évoque, pour le rôle-titre, successivement Marlon Brando et Jack Nicholson.

En 1986, la Cannon présente trois films en sélection officielle à Cannes, *Fool for Love* de Robert Altman, *Runaway Train* d'Andreï Konchalovsky, et *Otello* de Franco Zeffi-

relli, qui repartent sans récompense. Pendant ce temps, Godard tourne son *Lear* à rebours de tout ce qu'aurait pu espérer Golan. De toute façon, les chèques n'arrivent qu'épisodiquement. Norman Mailer (qui a entre-temps réalisé lui aussi un film pour la Cannon, *Tough Guys Don't Dance*) quitte le tournage et Godard se moque ouvertement de son producteur aux abois. Le réalisateur fait savoir qu'il a contacté l'ex-président Nixon. Finalement, lorsque le film est présenté, au générique, la Cannon est domiciliée aux Bahamas. Surendettée (sa banque n'est autre que la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais), victime d'échecs commerciaux répétés, la compagnie de Golan Globus est au bord de la faillite lorsque le film est projeté, en séance spéciale à Cannes, en 1987.

En janvier de l'année suivante, *King Lear* sort à la sauvette aux Etats-Unis, accueilli par des critiques hostiles, puis se retrouve sur une étagère de la MGM au moment où le catalogue Cannon est racheté par Giancarlo Piretti en 1990. En 2002, le distributeur français Bodega Films acquiert les droits de *King Lear*.

Samuel Blumenfeld et Thomas Sotinel



**LE PREMIER MAGAZINE QUI DÉCRYPTE L'INFO**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX













PIERRE GEORGES

## Vingt au jus !

**VINGT JOURS !** Vingt jours seulement et l'on vote ! Pour ceux qui voteront évidemment, s'ils ne sont pas en vacances, sans procuration ni remords. Ou s'ils ne sont pas en rupture d'isolement.

Vingt jours, premier tour ! Comme l'on dit de coutume, c'est fou comme l'on n'a pas vu le temps passer. Et encore moins la pré-campagne. Depuis des semaines, des mois pour certains, les pré-candidats ont labouré le terrain, couru le pays par monts et par vaux, troisième homme-femme en tête. Depuis des semaines, ils se sont dépensés sans compter, à l'affût de tout ce qui pourrait faire score, et audience aussi. Depuis des semaines ils préchent leur cause, c'est-à-dire, en bons républicains, celle de la France. Depuis des semaines, « gros » et « petits » candidats énoncent leurs programmes, leurs toutes premières mesures si..., les faiblesses et tares diverses de l'adversité.

Depuis des semaines en somme, tous font bravement leur métier de candidat, comme si. Et tout un pays, ou presque, car tout de même il reste des militants pour assister aux meetings, fait comme si pas. C'est là le plus étrange. Quand on se souvient vaguement de ce que put être une campagne présidentielle, la passion et l'intérêt qu'elle suscitait hier, le rendez-vous majeur que cette échéance constituait dans la vie électorale du pays, force est de constater, qu'à vingt jours de l'échéance du moins, celle de 2002 n'a ni l'allure ni le bouquet d'un grand cru !

Calme plat sur l'ensemble du front. Vingt au jus, électrices, électeurs ! Les sondages qui disent oui, qui disent non pour les deux acteurs de la cohabitation, 49/51, 50/50, 51/49 en un

insoutenable suspense parfaitement et sereinement encaissé par les populations. Arlette, qui fait un tabac genre grand soir revisité intimisme façon Mireille Dumas. Le Che qui n'a pas réussi pour l'instant à joindre les deux bouts de sa longue laisse républicaine. Hue, Bayrou, Madelin, Mamère, d'autres qui rament. Et Le Pen qui se positionne en, fausse, victime d'un complot chiraquien contre le recueil des signatures et menace de « tuer » son tourmenteur.

Vingt jours donc. Vingt jours pour sauver la campagne présidentielle la plus plate, la moins surprenante, et assurément, hors la glorieuse incertitude du résultat, la moins passionnée et passionnante de la V<sup>e</sup> République. La faute à qui ? Aux candidats ? Aux électeurs ? Aux médias qui n'auraient pas su transmettre aux seconds les fabuleux programmes des premiers ? A l'époque, la première présidentielle des temps RTT ? Aux débats tournant sans cesse, autour des mêmes problèmes franco-français et un rien répétitifs de l'insécurité et des retraitements notamment. A une si longue, trop longue cohabitation qui fait que nous connaissons tous, ou imaginons tous, les qualités et défauts de l'un et de l'autre, et que le fait d'avoir à choisir entre ce vieux couple de l'exécutif n'est pas de nature à susciter le plus extraordinaire enthousiasme ?

Toutes les interprétations sont plausibles. Y compris celle, optimiste, d'une démocratie plus apaisée que fatiguée. D'une démocratie où chacun ne prendrait pas une élection présidentielle pour un quitte ou double dramatique. Mais pour un choix démocratique vers un quinquennat simple et sans surprise.

## Claude et Sébastien, branchés, abstentionnistes et fiers de l'être

CARNET DE CAMPAGNE

« **J'AI VÉCU SIX ANS** avec un garçon, un musicien. Je ne sais pas s'il a déjà voté dans sa vie, mais je ne crois pas, car, durant tout ce temps, nous n'en avons jamais parlé. » Claude, 33 ans, directrice artistique dans l'édition, travaille dur, mais sait prendre le temps de s'amuser, de faire de la sculpture, et parfois d'animer des forums sur Internet. Elle lit des magazines et regarde la télévision, pour suivre l'actualité culturelle et les faits divers. En revanche, la politique l'indiffère : elle n'a jamais eu de carte d'électeur, ne connaît pas la date de l'élection présidentielle et ignore jusqu'à l'existence des législatures de juin.

Installée dans son café préféré du Quartier latin, Claude explique qu'elle connaît les noms des principaux candidats, mais n'a pas envie d'en savoir plus : « **L'autre jour, j'en ai entendu un, je ne sais plus lequel, qui parlait de façon un peu moins formatée que les autres. Mais, au bout de cinq minutes, il s'est mis à dire du mal de ses concurrents, alors j'ai zappé.** »

Elle sait que tous ses amis respectent son attitude, et que certains la partagent. Pourtant, elle remarque que, en période électorale, le statut de non-votant n'est pas toujours confortable : « **En présence d'inconnus, j'évite de dire que je ne vote pas, car il y en a toujours un qui se mêle de me faire la morale, pour me culpabiliser.** » Ces sermons n'ont pas l'effet escompté : « **Je trouve ces donneurs de leçons un peu ridicules, et surtout désuets.** » Dans un pays où l'abstention progresse inexorablement, Claude ne se considère pas comme une rebelle ni une marginale, mais comme une pionnière : « **Je suis fière de n'avoir jamais voté, car ce comportement est encore avant-gardiste, même s'il commence à se répandre. Je me sens insaisissable, très contemporaine, plus libre que ceux qui restent accrochés à tous ces trucs hérités du passé.** »

Elle est tout de même entrée une fois dans un isoloir : « **L'année dernière, j'ai accompagné un ami, et j'ai découvert ce petit rituel. Ça m'a amusée, mais ça ne m'a pas donné envie d'en faire**

autant. Tout avait l'air si vieillot, si décalé. »

Claude sait que, en France, tout ne va pas pour le mieux, mais l'idée qu'une élection pourrait améliorer les choses lui semble incongrue. En fait, elle se sent à l'aise dans la société occidentale contemporaine, ouverte, désordonnée, riche de possibilités inédites : « **J'adore les grandes métropoles modernes, comme New York, et tous les lieux branchés où se crée la culture de l'avenir. C'est là que j'ai envie de vivre.** »

Son copain Sébastien, 27 ans, rejette lui aussi toute forme d'action politique, au nom de la modernité : « **Des types de mon âge qui passent leurs nuits à coller des affiches et à décoller celles**

du candidat adverse, ça existe peut-être encore, mais je n'ai pas envie de les connaître. Ils auraient dû naître il y a un siècle. » Passionné de jeux vidéo et d'Internet, Sébastien a été patron de start-up, chroniqueur, concepteur de sites et de magazines, animateur de Web-TV. Immergé dans son milieu, il n'a pas l'impression de vivre sur la même planète que les candidats à la présidentielle. Il suit la campagne distraitement, au même titre que le sport ou la vie des stars : « **J'ai découvert que, cette année, il y a une fille black qui veut être présidente de la République. Je ne sais pas d'où elle vient ni ce qu'elle veut, mais je trouve ça fun, c'est comme dans un roman. Si je votais, je voterais pour elle.** »

En revanche, avec les autres candidats, Sébastien est sans pitié : « **Ils n'ont rien à offrir aux gens comme moi. Même s'ils le voulaient, ils ne sauraient pas comment m'aider. Ils sont déconnectés du monde moderne, ils répètent sans arrêt qu'Internet représente l'avenir, mais, pour eux, c'est un slogan, ils ne comprennent pas à quel point c'est vrai.** »

Sur ce sujet, il possède une théorie complète, inspirée des auteurs de science-fiction américains : « **La société de l'avenir est déjà en gestation sur le Net. Les jeux en réseau et les mondes virtuels rassemblent des dizaines de millions de joueurs, et toutes les nationalités se mélangent. Les jeunes s'organisent à l'échelle mondiale, et se regroupent par affinités, pour former des tribus et des clans autonomes, à forte identité culturelle. Bientôt, ces comportements vont se répandre dans le monde réel. Dans ce schéma, les vieux Etats n'ont plus leur place, et Chirac, Jospin ou Arlette encore moins.** »

Sébastien croit deviner que la mutation est déjà en cours : « **La France est peut-être en train d'être son dernier président. Je caricature, mais beaucoup de gens ont déjà tourné la page. Le vieux système court sur son erre, il n'a plus de vapeur...** »



Sébastien et Claude : « Les vieux Etats n'ont plus leur place, et Chirac, Jospin et Arlette encore moins. »



Paris

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## La mort paisible des rats

**CE N'EST PAS PAR EXCÈS** de sensibilité que les biochimistes s'efforcent de rendre lente et calme l'agonie des rats qu'il nous faut détruire sur le conseil des hygiénistes. Mais ces petits rongeurs voraces et prolifiques sont doués d'une telle méfiance, servie par un sens aigu de l'observation, que toute agitation suspecte précédant la mort d'un de leurs congénères les incite à délaisser les appâts les plus alléchants. Le raticide idéal ne doit

donc pas contenir de poisons tels que la strychnine, le phosphore ou l'arsenic, dont l'effet recherché s'accompagne de douleurs et de manifestations visibles. Il faut qu'il provoque un état pathologique aboutissant à la mort plus lentement peut-être, mais aussi sûrement et d'une manière qui passe inaperçue des autres membres de la tribu. Le nouveau procédé biologique qui vient d'être mis au point consiste à supprimer chez le rat le pouvoir de

coagulation du sang. L'absorption de petites quantités successives est basée sur le fait que ces animaux ont l'habitude de se lécher souvent, pour se nettoyer, supposent-t-on. Il suffit donc d'épandre sur les pistes qu'ils fréquentent et près des terriers une poudre contenant le poison en proportion voulue, qui adhère à leur pelage.

C.-G. Bossière  
(3 avril 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ **Un dossier sur le sud du Caucase** est disponible sur lemonde.fr. Les Américains en Géorgie contre Al-Qaïda, les enjeux pétroliers, etc.

■ **Notre supplément « Campus »** destiné aux jeunes diplômés est disponible sur lemonde.fr en version hypertexte (HTML) et en fac-similé (PDF).

■ **Une « Foire aux questions » (FAQ)** répond aux interrogations des internautes à la rubrique « Aide et services ».

CONTACTS

► **RÉDACTION**  
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris  
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;  
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;  
téléc : 202 806 F

► **ABONNEMENTS**  
Par téléphone : 01-42-17-32-90  
Sur Internet : http://abo.lemonde.fr  
Par courrier : bulletin p. 36  
Changement d'adresse et suspension :  
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► **INTERNET**  
Site d'information : www.lemonde.fr  
Site finances : http://finances.lemonde.fr  
Site nouvelles technologies :  
http://interactif.lemonde.fr

Guide culturel : http://aden.lemonde.fr  
Marché de l'emploi :  
http://emploi.lemonde.fr  
Site éducation : http://educ.lemonde.fr  
Marché de l'immobilier :  
http://immo.lemonde.fr  
► **TÉLÉMATIQUE**  
3615 lemonde  
► **DOCUMENTATION**  
Sur Internet : http://archives.lemonde.fr  
► **COLLECTION**  
Le Monde sur CD-ROM :  
01-44-88-46-60  
Le Monde sur microfilms  
03-88-71-42-30  
► **LE MONDE 2**  
Abonnements : 01-42-17-32-90  
En vente : « Election présidentielle : qui ? ».

■ Tirage du Monde daté mardi 2 avril 2002 : 471 871 exemplaires.

1-3

**Le Monde**  
PRÉSIDENTIELLE LES JARDINS SECRETS DES PETITS CANDIDATS. JÉRUSALEM L'ÉTAT D'ALERTE. PARIS LE REGARD DE WILLIAM KLEIN. HISTOIRE OUI, MON PÈRE ÉTAIT UN DIRIGEANT NAZI.  
LIRE ET VOIR ET AUSSI... AFFAIRE BOULIN : SUICIDE OU CRIME ? LES JAPONAIS FANS DE HIGH-TECH. HOMOPARENTALITÉ ET CANNABIS : LES QUESTIONS DE SOCIÉTÉ DANS LA CAMPAGNE. KINSHASA : LES ESCROCS DE LA FOI. VISITE GUIDÉE À GUANTANAMO. CES WALLONS QUI VOUDRAIENT TANT ÊTRE FRANÇAIS. MARCEL DESAILLY : UNE VIE DE FOOTBALLEUR.  
**Qui ?**  
Campagne floue, programmes proches, malaise de l'électeur : les raisons d'un désamour. Qui réussira enfin à réveiller l'intérêt des Français ?  
N° 17  
3€

# Le Monde<sup>2</sup>

## LIRE ET VOIR

PRÉSIDENTIELLE LES JARDINS SECRETS DES PETITS CANDIDATS. JÉRUSALEM L'ÉTAT D'ALERTE. HISTOIRE OUI, MON PÈRE ÉTAIT UN DIRIGEANT NAZI.

MAGAZINE MENSUEL 3€



EUROPE

Wilhelm Breuer est la vigie de la protection sociale chez les Quinze. Pour lui, les législations restent encore largement du ressort de chaque Etat

p. IV

FUTURS

« Sexe » est le mot-clef le plus souvent tapé par les internautes. L'étude menée par Abondance.com montre aussi que les visiteurs du Web tiennent à la gratuité

p. V

EMPLOI

• Appelées à négocier sur les dossiers brûlants après les élections, les organisations syndicales s'interrogent sur leur représentativité  
 • La délégation régionale aux droits des femmes du Nord veut aider les créatrices d'entreprise à faire aboutir leur projet

p. VII

p. VIII

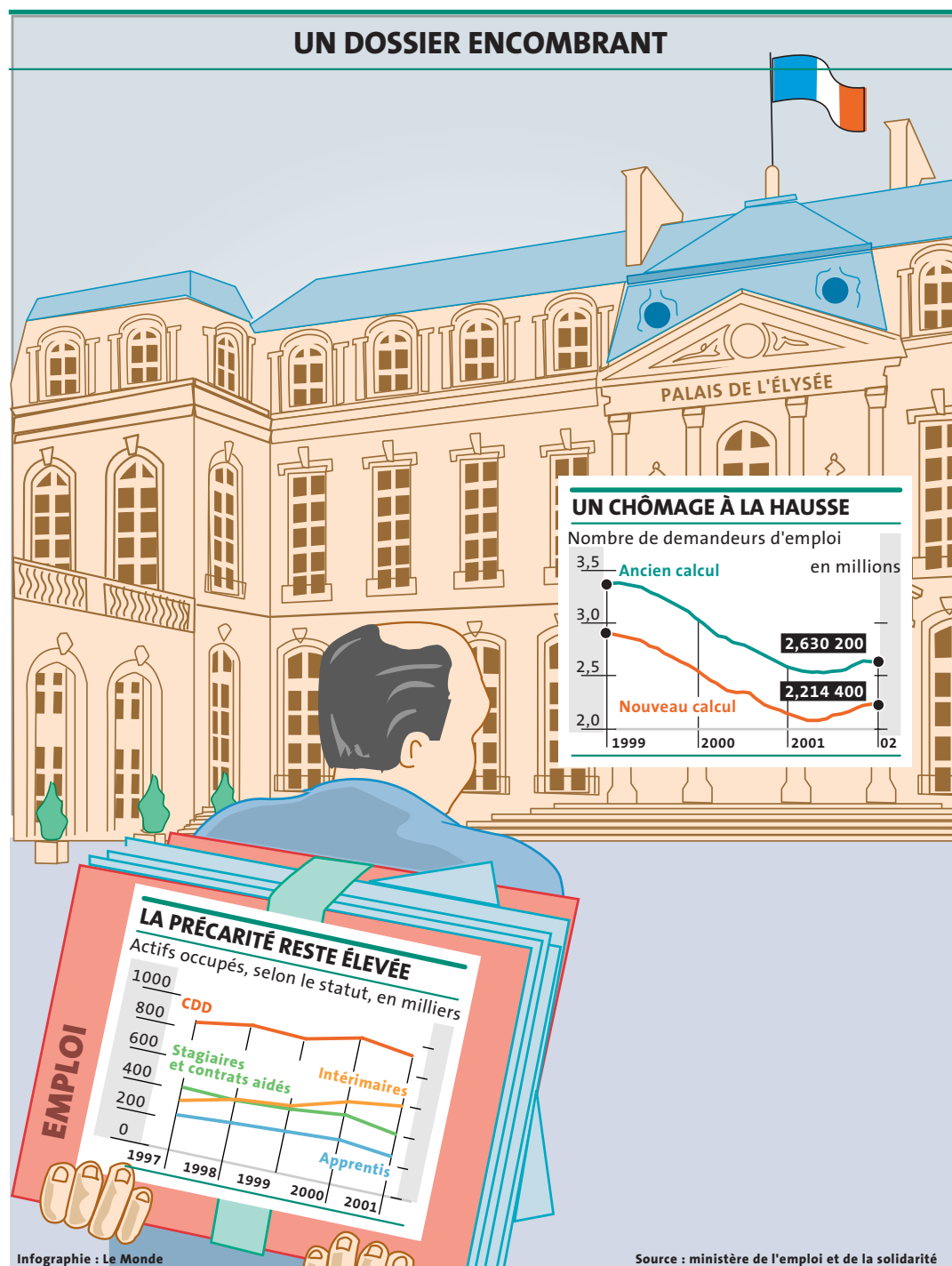
OFFRES D'EMPLOI

- Dirigeants p. IX
- Gestion et administration p. X
- High-tech p. XI
- Banques assurances p. XI
- Marketing p. XII
- Conseil p. XIII
- Carrières internationales p. XIII
- Collectivités territoriales p. XV et XVI

LA REMONTÉE DU CHÔMAGE INQUIÈTE LES FRANÇAIS. L'INSUFFISANCE DE LA CROISSANCE SERA UN HANDICAP MAJEUR



# Emploi : quels leviers pour le prochain président ?



Pas de chance. Le dernier chiffre du chômage de la législature, avant le premier tour de l'élection présidentielle, ne figurera pas au palmarès du gouvernement Jospin. Au mois de février 2002, en effet, 5 400 chômeurs supplémentaires (+ 0,2 %) se sont inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). La France comptait ainsi 2 214 400 demandeurs d'emploi, soit 9 % de la population active. En soi, ce chiffre n'est pas dramatique, mais il s'inscrit dans une mauvaise série de dix mois de hausse – à l'exception de janvier. Pourtant, le mandat de Lionel Jospin avait suivi

un bon chemin avec 1,8 million d'emplois créés en cinq ans, 923 100 chômeurs de moins et un recul non négligeable des personnes inscrites depuis plus d'un an à l'ANPE (- 42,5 %). Un bilan qui, en d'autres temps, lorsque la France avait notamment atteint son plus haut niveau de chômage – 12,6 % en juin 1997 –, aurait fait bien des envieux. Mais, aujourd'hui, c'est le thème de l'insécurité qui s'est imposé dans la campagne. Les dernières prévisions de Bercy, publiées en même temps que les chiffres du chômage, le 29 mars, qui estime que « les conditions d'une croissance sont réunies », suffiront-elles à épauler le prochain pré-

sident de la République ? L'Insee prévoit que l'économie française devrait renouer « au printemps, avec un rythme annuel proche de 2 % ». Si l'on s'en tient au ratio 1 point de croissance = 100 000 emplois créés (à partir du seuil de 1,5 % de croissance), l'hypothèse d'un retour au plein emploi reste lointaine. Et ce, d'autant que les « moteurs » volontaristes employés par le gouvernement Jospin – 35 heures accompagnées de baisse des charges sociales, emplois-jeunes – ne produiront plus que des effets marginaux. Les candidats devront donc inventer autre chose dans un contexte nouveau : face à une croissance incertaine, le choc

démographique va devenir un paramètre important (30 000 actifs en moins par an dès 2006, du fait des départs à la retraite des baby-boomers). Difficultés de recrutement dans certains secteurs, chômage persistant pour une partie de la population : le contexte pourrait s'avérer délicat. Les candidats à l'élection présidentielle ont en tête deux cibles prioritaires pour parvenir au « plein emploi », selon le nouveau dogme repris à droite comme à gauche : les jeunes et les « seniors ». Les premiers, en effet, ont tendance à prolonger leurs études en raison des difficultés qu'ils éprouvent à entrer dans la vie active ; les seconds sont le plus souvent exclus prématurément du marché du travail. Lionel Jospin, qui s'engage à réduire de 900 000 le nombre de chômeurs d'ici 2007, a imaginé cette fois de relancer à grande échelle les contrats de retour à l'emploi (CRE), 200 000, réservés aux chômeurs âgés de plus de 50 ans. Par ailleurs, le candidat socialiste caresse un autre projet qui ne figure pas dans son programme officiel : combiner une nouvelle baisse des charges sociales avec l'embauche de ces « salariés expérimentés », selon l'expression lancée par Jean-Luc Cazettes, président de la Confédération générale des cadres (CGC), et reprise depuis par Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité.

rait être utilisé tout au long d'une carrière, même en cas de chômage. Pour Jacques Chirac, un compte « personnel » de formation sera ouvert pour chaque Français et lui permettra « de se former tout au long de sa vie active ». Cette belle unanimité reste, abstraite, aucun ne poussant le raisonnement jusqu'à préciser le pilotage et le financement d'une telle mesure pourtant mise en avant depuis des années. Le clivage gauche-droite apparaît, sur tous ces thèmes, bien mince. En revanche, il devient flagrant dès lors que l'on aborde les 35 heures et les allègements de charges. Le président-candidat veut assouplir les lois Aubry sur la réduction

du temps de travail. Il n'impose aucune contre-partie à une nouvelle baisse des charges, en affirmant faire « confiance » aux entreprises bénéficiaires. Le premier ministre-candidat, lui, maintient le cap sur les 35 heures et exige des entreprises un « donnant-donnant » lorsque les charges sont allégées. Chacun dispose désormais d'à peine quelques semaines pour affiner ses pistes, s'engager sur des éléments plus concrets et évaluer financièrement le coût des dispositifs qu'ils préconisent. Et pour l'heure, il reste de grosses inconnues.

Marie-Béatrice Baudet et Isabelle Mandraud

Aucun ne pousse le raisonnement jusqu'à préciser le pilotage et le financement de la formation continue, pourtant mise en avant depuis des années

- Les dossiers « Spécial Présidentielle » du « Monde Économie »
- L'emploi (daté 3 avril)
  - La fiscalité (daté 9 avril)
  - Les trente ans qui ont dessiné la France d'aujourd'hui, spécial 10 pages (daté 16 avril)
  - Les retraites et les fonds de pension « à la française » (daté 23 avril)
  - La protection sociale et la santé (daté 29 avril)



Pour votre carrière, prenez un monde d'avance

Prenez rendez-vous dès aujourd'hui avec notre numéro « SPÉCIAL INGÉNIEURS\* » du Monde Emploi le lundi 8 avril

\*Le lundi à Paris, le mardi en régions.

Le Monde

LE PREMIER QUOTIDIEN DES CADRES.













INVITÉS  
À NÉGOCIER, APRÈS  
LES ÉLECTIONS,  
SUR DES DOSSIERS  
AUSSI BRÛLANTS  
QUE LES RETRAITES,  
L'EMPLOI,  
LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE...,  
LES ORGANISATIONS  
SYNDICALES  
DOIVENT  
S'INTERROGER SUR  
LEUR AUDIENCE

## Quelle réforme pour une meilleure représentativité syndicale ?

Dans le catalogue des bonnes intentions des principaux candidats à l'élection présidentielle figure en bonne place la relance du dialogue social et de la négociation collective. Or cet axe majeur bute sur la faiblesse chronique des syndicats et sur la question de leur représentativité. En vingt-cinq ans, la France a connu une désyndicalisation massive. « Alors que 88 % de la population active est salariée, moins de 10 % est syndiquée », constate Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT. Cette décline des effectifs syndicaux est pourtant concomitante de la représentativité irrefragable accordée par un arrêté du 31 mai 1966 à cinq organisations (CGT, CFDT, FO, CFTC, et CGC pour les cadres).

Depuis cette date, le paysage français est à la fois figé et émié. Car les années 1990 ont vu s'implanter trois nouveaux acteurs : la FSU, premier syndicat dans la fonction publique, l'UNSA et l'Union syndicale Groupe des dix (qui comprend les syndicats SUD), à cheval sur le public et sur le privé. « Si, après les élections prud'homales de décembre, l'UNSA devient la quatrième organisation devant la CGC et la CFTC, nous enverrons immédiatement une

lettre au premier ministre pour demander à être reconnus comme une organisation représentative », avertit Alain Olive, secrétaire général de l'UNSA.

Paradoxalement, c'est l'application de la loi sur la réduction du temps de travail qui a révélé les faiblesses actuelles. Pour qu'un accord entre en vigueur, il suffit qu'une seule organisation représentative soit signataire. Pas besoin de majorité. La question de la représentativité prend dès lors tout son relief. La CGT et la CFDT ont ouvert ce chantier. « Il y a un défi démocratique à relever : à quel titre, en effet les ques-

tions sociales sont-elles le seul domaine où une minorité a le droit de décider pour la majorité ?... Tous ceux qui s'arc-boutent sur le statu quo en la matière alimentent une fausse délégation de pouvoir », explique Bernard Thibault, qui plaide la mise en place d'accords majoritaires.

La CFDT propose de son côté la validité d'un accord repose sur la signature d'un ou de plusieurs syndicats représentant 50 % au moins des salariés. Auparavant, elle souhaite que soit lancée « une opération vérité sur la représentativité ». Pour mieux connaître le poids de chacun, l'organisation de Nicole

Notat suggère d'organiser des « élections de représentativité » dans toutes les entreprises d'une même branche le même jour. « On connaît ainsi la représentativité de chaque syndicat dans chaque entreprise et, par addition des votes, dans chaque branche et au niveau national », explique la CFDT.

Pour Thierry Renard, responsable juridique du Groupe des dix, ce ne sont ni les élections prud'homales ni l'addition des votes dans les entreprises qui seraient le bon outil pour mesurer l'audience syndicale. Il faudrait plutôt, suggère-t-il, « procéder à des élections à la Sécurité sociale qui permettraient de prendre aussi en compte le vote des chômeurs et des retraités ».

Les chances de voir une réforme de la représentativité syndicale aboutir rapidement sont minces, expliquent cependant les experts du monde syndical. Pour Guy Groux, chercheur au Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof), « la solution la plus simple, mais aussi la plus explosive, est celle de l'accord majoritaire ». Cela devrait forcer les syndicats à dialoguer, et c'est aussi la meilleure manière d'affirmer la légitimité de l'accord passé. De son côté, le professeur de droit Jean-François Amadieu plaide pour un « syndicalisme

d'adhésion ; le fait de favoriser la cotisation plutôt que le financement public serait le moyen le plus efficace d'améliorer la représentativité ». Dominique Andolfatto, maître de conférences en sciences politiques, préconise « soit l'élection, soit la déclaration des effectifs, qui serait une mesure élémentaire de transparence ». « On pourrait inventer une procédure de certification de ces

« La déclaration des effectifs serait une mesure élémentaire de transparence »

**DOMINIQUE ANDOLFATTO, CHERCHEUR**

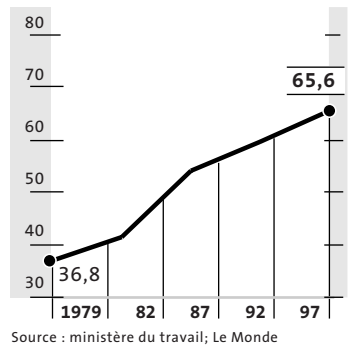
déclarations », précise-t-il. L'attribution de ressources financières pourrait être aussi liée à ces déclarations. Deux pistes sont aussi mises en avant par les différents experts : sortir les syndicats de leur rôle institutionnel et rendre moins opaque le système actuel.

**Alain Beuve-Méry et Dominique Gallois**

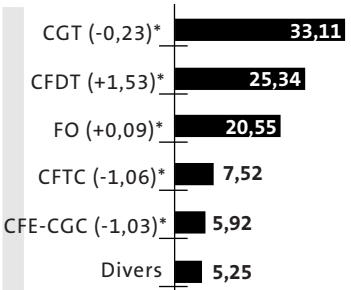
### UN TAUX D'ABSTENTION RECORD

Les scores syndicaux aux élections prud'homales

Taux d'abstention en %



Résultat de 1997, en %



\* progression par rapport à 1992 en point

Source : ministère du travail ; Le Monde

## Chronologie d'un monopole contesté

L'ARRÊTÉ DE 1966  
QUI FIXE LA  
REPRÉSENTATIVITÉ  
DES SYNDICATS  
A VIEILLI.  
LES PARTENAIRES  
SOCIAUX PEINENT  
À TROUVER  
UNE NOUVELLE  
RÈGLE DU JEU

● La loi du 11 février 1950 sur la négociation collective précise les critères de représentativité et introduit l'unicité de signature. Cela permet à une seule organisation syndicale jugée représentative d'engager à travers un accord tous les salariés d'une entreprise ou d'une branche professionnelle.

● Un arrêté du 31 mai 1966 accorde une présomption irrefragable de représentativité au niveau national à cinq confédérations syndicales : la CGT, la CFDT, FO, la CFTC, et la CFE-CGC (pour les cadres uniquement). Cette présomption leur donne le droit de négocier et de conclure des accords dans tous les secteurs et toutes les entreprises, quelle que soit leur implantation. Elles sont considérées comme aptes à représenter tous les salariés de toutes les branches et de toutes les entreprises sans avoir à apporter la preuve de leurs effectifs. Elles disposent de l'exclusivité de candidature au premier tour des élections professionnelles (délégué du personnel, comité d'entreprise, commission paritaire de la fonction publique).

### DRIT D'OPPOSITION

A ces cinq confédérations s'ajoutent des organisations propres à une branche, voire à une entreprise, qui veulent participer aux élections professionnelles et présenter des candidats au premier tour. L'employeur et les autres organisations syndicales ne sont pas habilités à apprécier cette représentativité. L'inspecteur du travail est également incompetent. Toute contestation doit être portée devant le tribunal d'instance. Le syndicat concerné doit prouver qu'il est représentatif en satisfaisant aux critères fixés par le code du travail (L 133-2).

● Les lois Auroux de 1982 reprennent les textes précédents. Elles introduisent cependant un droit d'opposition. Il permet au syndicat ayant recueilli

plus de la moitié des voix aux élections du comité d'entreprise de s'opposer, à condition de marquer leur droit d'opposition dans les huit jours suivant la signature, à un accord d'entreprise.

● L'amendement Perben, dans la loi du 16 décembre 1996, assouplit le critère de représentativité dans la fonction publique. Il le lie à un seuil dans les trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière). Le premier tour des élections est réservé aux syndicats représentatifs des fonctionnaires. Seul le second tour est libre.

● La seconde loi Aubry du 19 janvier 2000 introduit à son tour une évolution dans le principe de la représentativité : la signature d'un accord de réduction du temps de travail par un ou plusieurs syndicats minoritaires n'est pas suffisante pour que l'entreprise perçoive les aides publiques, sauf si cet accord a été approuvé lors d'un référendum par la majorité du personnel.

● 16 juillet 2001 : les organisations patronales (Medef, CGPME, UPA) et syndicales représentatives (CFDT, FO, CFTC, CGC) à l'exception de la CGT ont adopté une position commune qui prévoit qu'« un accord national interprofessionnel ou de branche n'entrerait en vigueur que dans la mesure où la majorité des organisations syndicales représentatives n'aurait pas fait usage de leur droit d'opposition ».

Pour les accords d'entreprise, il faut soit « la signature par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives ayant obtenu au moins 50 % des votants lors des dernières élections de comité d'entreprise ou de délégué du personnel dans l'entreprise ; soit l'absence d'opposition d'organisations syndicales non signataires ayant recueilli seule ou ensemble au moins 50 % des votants ».

A. B.-M. et D. G.

Choisissez.

Super Express  
Extra Express  
Express

Détendez-vous.

Une gamme de services express européens pour répondre au quotidien aux besoins de vos clients.

Avec trois choix d'horaires de livraison le lendemain, il n'a jamais été aussi facile de respecter les délais imposés par vos clients. Choisissez simplement : StartDay Express (avant 9h), MidDay Express (avant 13h) ou Express (dans la journée) et laissez-nous nous occuper du reste. Nous nous conformons systématiquement les livraisons StartDay Express par fax ou par mail, comme vous le souhaitez.

9.00 13.00 17.00

0 800 20 25 25 / www.dhl.fr

**DHL**  
WORLDWIDE EXPRESS

Nous tenons vos promesses

